

N° 280 - 10 F
AVRIL 1987

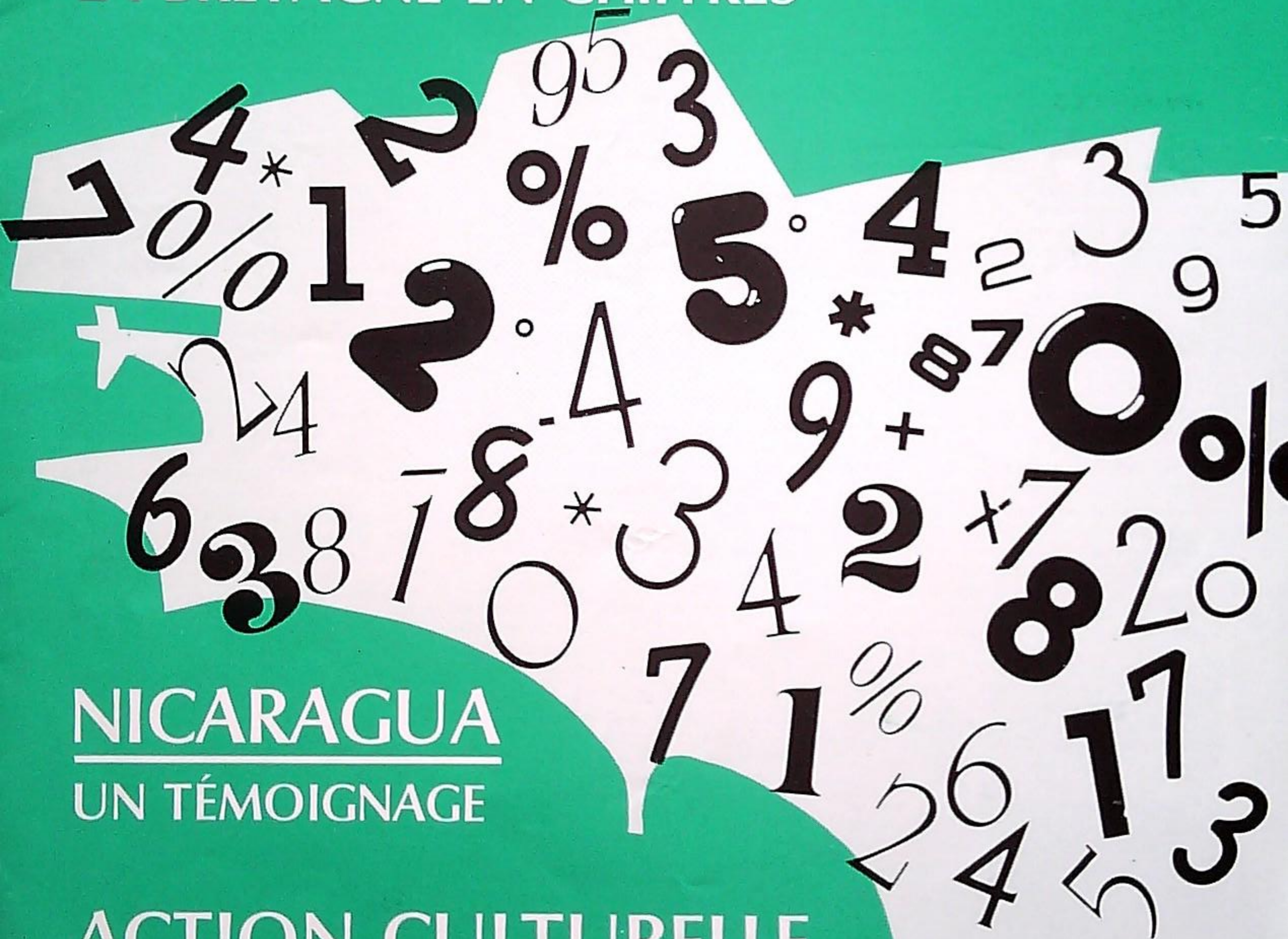


ISSN 0245-9507

le peuple breton

ÉCONOMIE

LA BRETAGNE EN CHIFFRES



NICARAGUA

UN TÉMOIGNAGE

ACTION CULTURELLE

UN NOUVEAU DÉPART ?

POBL VREIZH

Le rassemblement de Carhaix :

Un nouveau départ ?



L'UDB était active au rassemblement (ici H. Gourmelen, son porte-parole, à droite sur la photo).

UN SUCCES

« Printemps de la langue bretonne » titrait *Ouest France*, le lendemain de la manifestation-rassemblement de Carhaix sur les mesures immédiates à prendre en faveur de la langue bretonne. 4 à 5.000 personnes à Carhaix le 22 mars dernier, c'est autant qu'à Quimper en 1982, pour l'intégration de Diwan, qu'à Guingamp en 1975 et beaucoup plus qu'aux manifestations comparables de Carhaix, de Rennes et de Morlaix, il y a quelques années. Cela illustre la possibilité de mobiliser en Bretagne sur le thème culturel breton.

La situation actuelle de la Bretagne explique d'ailleurs une sensibilité particulière sur ce point, alors que l'Etat manque à ses engagements vis-à-vis des écoles Diwan (1) et ne respecte toujours pas les conventions internationales relatives aux langues et cultures minoritaires (voir notre édito de mars).

Alors qu'en haut lieu et dans les « grands » partis français de Bretagne, on annonçait, avec une certaine délectation, la mort du mouvement breton, la preuve est faite qu'il existe encore un potentiel important de lutte et d'actions, des forces militantes où les jeunes ne sont pas absents et dont le nombre n'a rien à envier à celui que l'on retrouve sur d'autres terrains (lutte anti-nucléaire, actions pour l'emploi, manifestations agricoles...).

Il faut souligner que cette réussite n'aurait pas été possible sans la continuité assurée par des organisations politiques et culturelles, dans le travail et la revendication, au cours de la « traversée du dé-

sert » vécue par le mouvement breton depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, et surtout depuis le virage jacobin de 1982-83.

LE PLEIN DE L'EMSAV

Contrairement à ses demandes réitérées, l'UDB n'avait pas été invitée à l'organisation de ces deux journées, Emgann et « Stourm ar brezhoneg » s'en réservant le monopole, en s'appuyant sur le fait que cette action s'inscrivait dans le cadre de manifestations organisées à travers l'Europe par la CONSEO, organe à origine catalane dont les deux mouvements font partie. Avant et pendant, l'UDB a été présente — une présence nombreuse qui n'est pas passée inaperçue — pour contribuer à la réussite de l'action. Sans esprit polémique — nous l'avons dit depuis longtemps —, on pouvait faire encore mieux, avec un collectif élargi d'organisations, en mettant en avant les organisations culturelles, en s'appuyant et sur les élus UDB et sur les élus bretonnants et leur association.

« Breton, langue officielle » est un bon thème pour initiés (2). On aurait pu rallier des forces syndicales à un thème comme « un statut officiel pour le breton ». On a préféré faire le plein (ou presque) de l'Emsav, plutôt que d'entraîner une clientèle plus large. Il ne s'agit pas d'être chagrins, au contraire, mais de réaliser qu'on peut faire nettement mieux encore.

Notons que le spectacle était de qualité ainsi que le fest-noz du samedi soir, où certains ont retrouvé quelque chose des anciens festounoz du samedi, à la « fête du Peuple Breton ». Ajoutons l'importance de la présence de nombreuses familles — de

tous âges — qui ont fait du breton leur langue quotidienne. Sans elles, sans un accroissement de leur nombre, il n'est pas non plus de succès durable.

ELARGIR LE COMBAT

Le dénominateur commun de la langue bretonne a bien fonctionné. Il reste que le problème de la langue bretonne n'est pas dissociable, quant au fond, du problème du pouvoir politique et économique. Tant que l'agriculture familiale et le tissu économique de la Basse-Bretagne sont chaque jour affaiblis, la situation de la langue bretonne ne peut être inversée, même si en droit, bien des choses peuvent et doivent être changées. L'aménagement du territoire — aujourd'hui inexistant — est une nécessité pour que les nombreux jeunes qui le souhaitent puissent rester au pays, y travailler. Pour remplir de façon stable les écoles où le breton est enseigné, il faut une certaine stabilité géographique et temporelle de l'emploi. Et là, il faut bien mettre en cause le système économique, l'absence de pouvoirs de décision, l'Europe des Etats qui se met en place contre l'Europe des peuples.

Une action spécifique de masse sur les problèmes culturels est à mener d'urgence. Elle peut et doit être largement unitaire. Elle ne peut faire oublier que sans une Bretagne vivante, en développement, relativement maîtresse de ses choix économiques, le breton ne peut être durablement sauvé. Le combat politique global pour que les Bretons décident et travaillent en Bretagne demeure fondamental. Il faut œuvrer pour que le maximum de militants culturels et autres en conviennent. De cela aussi, l'UDB souhaite débattre pour avancer. A l'intérieur comme à l'extérieur, l'UDB reste plus que jamais ouverte au débat. Mais il faut aussi agir... et vite.

(1) Malgré le vœu unanime du conseil régional de Bretagne (B4).

(2) Ce qui a permis à FR3-Rennes d'annoncer que l'on réclamait « l'enseignement obligatoire du breton », objectif-repoussoir bien fait pour marginaliser le mouvement. A noter aussi que nul compte rendu n'a signalé la large présence de l'UDB.



SOUSCRIPTION

Le prix de l'indépendance

L'abonnement simple ne couvre pas tous les frais de réalisation du P.B. Les relances d'abonnement, les frais de maintenance du fichier informatisé, l'achat de photos, les frais d'envoi aux dépôts de journaux qui ne seront pas tous vendus, tout cela coûte cher et nous remercions vivement les abonnés qui le comprennent.

Contrairement aux journaux « neutres » politiquement, nos recettes publicitaires sont plus que réduites. C'est la rançon de notre totale indépendance d'expression. D'où notre souhait que ceux qui le peuvent se comportent en « Amis du peuple breton » en nous aidant financièrement. En contrepartie, notre journal est ouvert à tous nos amis. Leurs conseils sont attendus. Qu'ils nous aident à faire connaître le P.B. autour d'eux. Merci.

Anonyme Brest (100 F); Y. Libouban, Guingamp (100); Y. Nouaille, Pluguffan (50); C. Josse, Plouézec (20); R. Riou, Lannion (100); P. Bonnet, St-Nazaire (50); G. Even, Le Rheu (50); A. Hinault, Hillion (20); A. Louarn, Rennes (20); J.J.M., Lannion (100); P. Kerrain, Tonquédec (20); A. Fournel, Ploufragan (20); M.R. Cornec, St-Nazaire (50); L. Orhant, Inzinzac (60); F. Allain, Plouzané (50); F. Kerouredan, Quimperlé (50); A. Cédelle, Rennes (50); A. Ropars, Canada (100); G. Le Calvez, Pléhédél (20); J.A. Le Goff, Douarnenez (50); H. Le Borgne, Séglien (30); R.D. Berlin (115); J.C. Marchand, 37 Luynes (100); J. Pondaven, Brest (100); L. Martin, St-Brieuc (20); H. Cadouellan, 77 Combs (20); E. Le Clainche, Trefflean (50); J.P. Soubigou, Pontivy (50); A. Guillevic, Belz (100); Mme Gonzalès, Le Huelgoat (50); A. Merrien, Hanvec (100); un ami du PB (110). Total 4^e liste: 2.005 F. Total 87: 7.695 F.

Léon Fleuriot (1923-1987)

On lira dans « Pobl Vreizh » l'hommage que rend Loïg Kervoas à ce grand historien celtisant, dont la mort a surpris et bouleversé plus d'un militant breton, culturel ou politique. Le PB avait rendu compte en détail de son maître ouvrage « Les origines de la Bretagne » (Payot 1980). Il a renouvelé la connaissance de l'immigration bretonne en montrant que Bretagne et Armorique étaient en relations constantes et prolongées, et très proches par la langue, la religion, l'histoire. « Cette complexité des origines bretonnes se reflète dans toute l'histoire de la Bretagne, terre de contrastes, terre de richesses, résumé d'Europe, où, depuis 2000 ans, coexistent le monde celtique et le monde latin. Rien ne la prépare à accepter une uniformisation qu'elle n'a jamais connue. La perte de sa diversité et de ses richesses ne profiterait à personne ». Sommité scientifique, Léon Fleuriot était aussi un breton d'aujourd'hui, soucieux de l'avenir de la langue et du pays.

En guise de sommaire...

- ACTUALITE : le rassemblement de Carhaix, le colloque de Paris, brèves de Bretagne (p. 2, 4, 8).
- INTERNATIONAL : L'Irlande après les élections (p. 17), un témoignage exclusif du Nicaragua (p. 10), la situation en Nouvelle-Calédonie (p. 11).
- ECONOMIE : Le point sur la Bretagne (dossier du mois, p. 6).
- SOCIAL (p. 8). CULTURE (p. 9, 14, 15) et nos chroniques habituelles.

Je m'abonne

le peuple breton

NOM PRENOM
ADRESSE

- Souscrit un abonnement un réabonnement
 - ordinaire : 100 F (1)
 - de soutien à partir de 120 F (1)
 - étranger : 135 F (1)
 - étranger par avion : 160 F (1) à partir du N° inclus.
 - Ci-joint le règlement par :
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)
- (1) Rayer la mention inutile

B.P. 301 - 22304 LANNION CEDEX - C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ VOS AMIS... pour un an ou pour 3 mois (gratuit)

NOM	NOM
Prénom	Prénom
Adresse	Adresse
a fait l'abonnement à 100 F (chèque joint)	est à abonner au P.B. recevra le P.B. pendant 3 mois (gratuit)

UNE RADIO LIBRE EN 1940

« Ici la France », 20 h 30-21 h, 27.7.1940, Jean Marin

« Ainsi, les Allemands annoncent qu'ils ont « reconnu » la constitution d'un « comité national breton » et que désormais les relations de la Bretagne et de la France, seront réglées par traités. Cette annonce s'accompagne d'une propagande par laquelle l'Allemagne et ses agents prétendent démontrer aux Bretons que, d'une part, ce qui leur arrive est ce qu'ils pouvaient souhaiter de mieux, d'autre part que la pierre angulaire du nouvel édifice breton doit être la haine de l'Anglais, ennemi traditionnel de la Bretagne... Si parfois les difficultés se sont élevées, non pas entre la France et la Bretagne, mais entre les représentants d'une province traditionaliste et les délégués chargés d'appliquer les décisions d'une administration centrale, ces difficultés n'ont jamais dégénéré en conflit car en définitive, il n'est pas de conflit possible entre Français.

Sans doute, beaucoup de Bretons, dont le patriotisme vis-à-vis de la France était le meilleur garant de la droiture de leurs intentions, ont aspiré et aspirent encore à voir officiellement reconnu l'enseignement de la langue bretonne, sans doute beaucoup ont-ils souhaité que les originalités distinctives de la Bretagne soient mieux encore prises en considération particulière dans le cadre national français. Ces aspirations, si opiniâtres et légitimes qu'elles soient, ne se sont jamais manifestées avec violence. Personne, aucun Breton digne de sa tradition et de sa race, n'a jamais confondu ses aspirations avec le séparatisme. Soyez assurés d'ailleurs que lorsque sera venue l'heure du traité de la paix avec les alliés, le gouvernement français saura prendre en considération vos légitimes desiderata et saura leur donner une solution qui vous satisfera profondément puisqu'elle vous permettra, selon votre volonté, de demeurer français et selon les vœux de votre cœur de vous sentir plus bretons que jamais par le maintien harmonieux et libre des traditions qui font votre originalité.

Une telle solution, loin d'être impossible, a déjà donné satisfaction en Angleterre, aux Gallois ».

3 paragraphes d'un discours de Jean Marin prononcé sur une « Radio-Libre », il y a 47 ans. Combien grandes sont les réalisations accomplies depuis ce discours...

LANGUE BRETONNE

Porter la revendication partout : Bretagne, France, Europe

Le 7 mars dernier, un colloque intitulé « Quelle lutte pour la langue bretonne ? » s'est tenu à Saint-Denis, avec la présence d'une centaine de participants : militants politiques, culturels et invités des organisateurs dont Willy Kuijpers... Pourquoi un tel colloque en région parisienne ? Qu'a-t-il décidé pour l'avenir ?

De l'action à la réflexion et de la réflexion à l'action

A plusieurs reprises ces dernières années, l'association des enseignants de breton a été contrainte de mener des actions diverses pour obtenir le maintien des cours de breton dans les lycées de la région parisienne. La présente année scolaire ne fait pas exception à la règle. C'est ainsi que l'APLB organisait, en décembre dernier, deux cours sauvages de breton dans la gare Montparnasse pour lesquels elle demandait l'appui des organisations politiques et culturelles d'Île-de-France concernées par la gestion (voir PB de janvier, p. 7). Par ailleurs, l'APLB sut saisir l'occasion de l'effervescence estudiantine du moment et la présence médiatique qui en découlait pour alerter certains supports de la presse écrite qui rendirent compte largement du problème rencontré (Libération, L'Humanité...).

Résultat ? **Le ministère de l'Éducation a cédé : les cours sont rouverts**, des assurances ont été données pour la prochaine rentrée quant au maintien du niveau actuel d'enseignement. Il s'agit donc d'une victoire à la Pirrus : au-delà du strict maintien de ce qui existait déjà les problèmes persistent, tels le non dédoublement des classes nombreuses (80 élèves à Enghien), entraves systématiques à l'information que voudrait pouvoir faire l'APBL dans les établissements scolaires, refus de l'accréditation du Deug de breton...

C'est dans ce contexte en demi-teinte qu'une réunion entre des membres de l'APLB et des membres de la fédération de l'émigration de l'UDB eut lieu et décida la tenue d'un colloque sur la langue bretonne. Il fallait saisir l'occasion de cette demi-victoire pour réfléchir sur les possibilités de lutte pour la langue bretonne à plus long terme pour obtenir plus. Toutes les organisations concernées par la question de la langue bretonne furent conviées à la préparation de ce colloque. Presque toutes répondirent favorablement.

Un colloque ambitieux

Deux parties étaient prévues à ce colloque : des prises de parole permettant de fixer les idées, de limiter un cadre à la réflexion et à l'action en faveur de la langue bretonne ; des travaux en

commissions permettant de retenir les objectifs et les modalités des actions futures.

Les prises de parole furent de trois ordres : interventions culturelles (APLB, Radio Pays, Diwan, SAB), politiques (POBL, Emgann, UDB, association des élus bretonnants), d'invités « extérieurs » (Lucien Jacobi), de la commission des communautés européennes, Willy Kuijpers, député flamand au parlement européen).

Parmi les « extérieurs » deux absences, non sans signification : le ministère de l'Éducation et la FEN...

Le temps fort de cette matinée fut l'intervention de Willy Kuijpers. Appartenant à un peuple qui, on peut le dire, a gagné sur le plan de son expression linguistique. Il dit en quelques phrases par quelles difficultés ce peuple avait dû passer pour obtenir cette victoire. Pour



lui, bien sûr, ce combat est politique ; ce n'est que par le politique que l'on peut reconquérir son identité. Chacun des participants aura entendu cela, est-il prêt à l'écouter ?

Les commissions de travail étaient au nombre de trois et portèrent sur les thèmes suivants : comment connaître précisément, faire face et développer la demande de breton ? Comment financer les actions pour la langue bretonne ? Comment créer un rapport de forces suffisant face à l'intolérance de l'État ?

Au cours de ces travaux on ne perdit pas de vue que le problème devait être appréhendé à trois niveaux : en Bretagne, en région parisienne et en Europe (notamment par les liens entre peuples sans État d'Europe...).

Il a été décidé de mettre en place en région parisienne une coordination composée de toutes les organisations désireuses de mener la lutte pour la langue bretonne (principalement celles qu'organisaient ce colloque) et de tous les individus voulant intervenir à titre personnel.

Cette coordination devra être en relation avec la coordination qui, en Bretagne mène la même lutte (1).

Premier prolongement

En filigrane de ce colloque les difficultés de Diwan ne manquaient pas de sensibiliser encore davantage les participants. L'annonce tout en fin d'après-midi du licenciement par Diwan de son personnel tombait fort bien. On sut faire jouer illico la corde sensible : des chèques furent collectés, goutte d'eau dans un océan de dettes bien sûr, mais des petits ruisseaux les grandes rivières ne naissent-elles pas ?... Au-delà et plus sérieusement c'est à l'État de prendre maintenant ses responsabilités. C'est ce que pensait Diwan en annonçant ce licenciement collectif. A l'État mais aussi à tous les élus qui, en Bretagne, se sont prononcés avant cette annonce (et aussi depuis) pour la sauvegarde de Diwan. Au-delà des mots, on attend d'eux des actes. Les communes n'ont-elles pas le droit d'aider financièrement les écoles Diwan ? Là il pourrait s'agir d'autre chose que de petits ruisseaux !

Yann FIEVET

(1) On peut se procurer les textes des commissions du colloque en s'adressant à Yann Fievet, 6 square de la Garenne, 95500 Gonesse.

le peuple breton

Mensuel - Edité par les Presses Populaires de Bretagne - 43 rue de Kerampont - 22300 Lannion (association déclarée suivant la loi de 1901).

Président : R. Pedron, secrétaire : M. François ; trésorier : J. Guégan.
Composition et impression : IMPRAM - 22300 LANNION

REDACTION

Administration, abonnements : BP 301 - 22304 Lannion Cedex.

Publicité : au journal.

Directeur de la publication : J.J. Monnier.

C.P.A.P. : 66.132. Dépôt légal : 2^e trimestre 1987

POBL
VREIZH

Michel GRASSELER

Généalogiste professionnel - Diplômé de l'I.N.F.G. - Membre de l'A.G.F.

Pour tous travaux dans le Nord-Est de la France

(Généalogie familiale - Recherches historiques sur communes, entreprises, maisons - Recherches d'héritiers, etc...)
9 Grande Rue, LE MENIL - 88160 LE THILLOT - Tél. 29.25.06.14

Le Parti unique de la « France »... autoritaire

J'ai déjà évoqué l'existence visible d'un parti unique sans m'étendre. J'en arrive aujourd'hui à ses différents aspects qui unissent de prétendus antagonistes farouches pour une même protection des structures capitalistes « françaises ». La « France » est une plate-forme, au socle le plus large possible, favorisant toutes sortes d'impérialismes en vue du profit. Le gros « méchant » Marchais, Chirac, Mauroy, le redoutable Le Pen, le suffisant Lecanuet et la valetaille des partis hexagonaux se retrouvent dans un identique lavage de cerveaux.

Le Parti franciste : Qu'est ce que c'est ? Le mot « franciste », comme le mot « français », est formé du nom de la peuplade germanique qui a occupé les bords de la Seine comme nous l'enseigne l'histoire « franciste ». Elle continue à prospérer en 1987. L'Île-de-France et son hideux goitre, Paris, nous écrasent dans tous les domaines. Avant nous disions : les Jacobins. Mais la définition du dictionnaire « franciste » Larousse ne nous satisfait pas. Elle ne correspond pas au mal imposé à la dite Province pour représenter, au singulier, huit ethnies hexagonales au moins. Ne pas confondre le Parti français du « collabo » Buccard pendant l'Occupation et celui dont nous parlons. Ne pas mélanger non plus avec le Parti franquiste du Caudillo. En quoi cela peut-il nous faire du tort ? Voyons cela ensemble.

Le centralisme franciste : C'est un modèle du genre en Europe, malgré sa « déconcentration » hypocrite, en zones régionales aux noms soigneusement choisis dans la géographie physique : Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, Pays-de-Loire, etc. Pas question d'autonomie ethniques comme en Italie, en Espagne, en Allemagne, nos voisins immédiats. Les Francistes sont d'une intelligence époustouflante dont ils se gargarisent. Pour faire construire une pissotière sur la place du village, il y a un va-et-vient de papiers de haut en bas entre les officines parisiennes et la mairie. Et ça dure des mois. Par ailleurs, pour pleurer une augmentation des salaires, il faut remuer le PDG parisien.

Le monolinguisme franciste : Les sept langues de culture de l'hexagone dit « français », en dehors de la langue officielle, c'est-à-dire le flamand, le germano-alsacien-lorrain, l'italo-corse, l'occitan, le catalan, le basque, le celtobreton qu'on entend sur les champs de foire, sont officiellement interdits à l'école primaire. Depuis Jules Ferry, des millions d'enfants ingurgitent le parler des bouchers de Paris, sans explications. Tant pis si cela les perturbe. Partir du « connu » vers l'inconnu qu'ILS ont dit. Il faut lire absolument le livre de Claude Duneton, professeur occitan d'anglais. Son titre « Parler croquant » (Editions Stock Plus).

Les « pays de Loire » contre Saint-Nazaire

Le baron Guichard, président des « Pays-de-la-Loire », refuse de subventionner le nouveau bateau de la BAI, à construire pour la SABEMEN (Société d'économie mixte qui acquiert les bateaux et les loue à la BAI), pour que celui-ci soit construit à Saint-Nazaire.

Les autres départements bretons et le Conseil régional de Bretagne (B4) ont apporté leur soutien financier à l'opération. Les salariés des chantiers navals de Saint-Nazaire sont défendus par la « région Bretagne », mais pas par la région « Pays-de-Loire », qui se moque de « sa » façade maritime.

Une preuve de plus que le découpage régional actuel dessert les intérêts des Bretons de Loire-Atlantique, en particulier des travailleurs. « Ne pas se substituer à l'Etat » argumente Guichard. La politique chiraquienne, qu'il soutient, ne consiste-t-elle pas à faire payer le maximum par les collectivités locales, comme le montre le financement imposé aux communes de la retraite de leurs employés communaux ?

Ce n'est que lorsque cette politique pourrait bénéficier au pays nantais que Guichard s'y oppose.

ÇA REPART

L'action concrète pour obtenir des mesures en faveur de la langue et de la culture bretonne repart. Il y a eu le colloque international de Diwan sur le bilinguisme, qui a montré clairement ce à quoi nous avons droit. Il y a la récente initiative d'Emgleo Breiz, lançant une nouvelle pétition, sous le label du « Comité breton pour le statut des langues de France ». Pétition tardive, déjà nécessaire pendant la période Chevènement-Fabius, mais il faut la signer. Il y a eu la manifestation de Carhaix, posant, elle aussi, le problème du breton dans la vie publique. Il y a l'action qu'engage l'UDB pour que les conseils municipaux bretons demandent l'enseignement du breton dès la maternelle et qu'ils chargent toutes les instances européennes d'agir pour la reconnaissance de l'identité bretonne.

Sur un terrain où une large unité est possible, des succès sont possibles et nécessaires pour peu que les objectifs soient concrets et bien définis. Le résultat dépend de nous tous.

C'est à tous les élus bretons d'agir !

La langue bretonne n'appartient pas au mouvement breton, pas plus qu'à l'UDB. Elle appartient aux Bretons. C'est eux qui sont responsables du devenir de la langue. Les élus ont donc, en tant que représentants du peuple, une responsabilité particulière.

Qu'ils soient de droite, de gauche, du centre ou d'ailleurs, ils sont, eux aussi, en charge de la langue et de la culture bretonne. Il n'est pas inutile qu'ils votent en faveur de l'intégration des écoles Diwan, comme à Rennes, Saint-Malo, Saint-Nazaire, Lanester, Paimpol, etc., souvent à la demande d'élus UDB. Mais maintenant que le temps presse, c'est à eux d'agir pour changer les choses, pour obtenir les mesures de simple justice dont la langue bretonne a besoin.

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
TÉL. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES

LA BRETAGNE EN CHIFFRES

Ces remarques sont faites à partir de statistiques publiées par l'« Expansion » et par « Franceco, la vie économique des régions françaises, 1986 » ouvrage publié par les Editions RMM-SGB et vendu dans toutes les maisons de la presse, et donc facilement disponible. Ces statistiques portent malheureusement sur la région administrative de Bretagne, en excluant donc la Loire-Atlantique, ce qui rendrait nécessaire une étude plus exhaustive sur les cinq départements bretons. Les quelques commentaires qui suivent, ne dispensent pas évidemment d'une réflexion plus approfondie sur de nombreux points.

1. UN BILAN APPAREMMENT ENCOURAGEANT

Dans l'« Expansion », la Bretagne est donnée comme la région la plus dynamique de France pour la période 1954-1982, l'Île-de-France étant la dernière :

- 1^{er} rang pour la croissance des importations (1966-1982) : + 21,3 %.
- 1^{er} rang pour la croissance du montant de la TVA (1965-1982) : + 19,4 %.
- 2^e rang pour celle des impôts sur le revenu (1960-1982) : + 16,7 %.
- 4^e rang pour celle des immatriculations de voitures : + 6,7 %.
- 5^e rang pour l'augmentation du nombre des emplois industriels : + 0,9 % (ce n'est toutefois pas énorme !).
- 6^e rang pour celle du nombre des emplois tertiaires : + 2,4 %.

Dans le même temps, la population n'a augmenté que de 0,5 % (16^e rang sur 22 régions).

La Bretagne apparaît comme la première région agricole française :

- importance de l'élevage : la Bretagne possède 45 % du cheptel porcin, 12 % du cheptel bovin, 44 % des élevages de poulets ; elle fournit 18 % de la production laitière ;
- en 1984, elle fournit 21,1 % de la production animale en valeur (1^{er} rang) et 12,07 % de la production agricole globale (1^{er} rang) ;
- elle a le 2^e secteur agro-alimentaire de France.

La Bretagne est la première région française pour la pêche : 35 % de la pêche française.

Enfin, dernier aspect positif, la Bretagne occupe la première place pour le financement de la recherche.

2. UNE RÉALITÉ BEAUCOUP MOINS AGRÉABLE

a) Une agriculture menacée, à faibles revenus :

Régions où le R.B.E. est supérieur à la moyenne française		Régions où le R.B.E. est inférieur à la moyenne française	
Île-de-France	280,3	Haute-Normandie	99,5
Picardie	230,4	Pays de la Loire	96,9
Champagne-Ardenne	208,3	Bretagne	90,1
Nord-Pas-de-Calais	137,9	Midi-Pyrénées	88,0
Centre	131,7	Aquitaine	81,6
Provence-Côte d'Azur	119,7	Languedoc-Roussillon	81,2
Bourgogne	117,5	Limousin	74,0
Alsace	111,2	Lorraine	73,8
Poitou-Charentes	108,9	Franche-Comté	73,5
		Basse-Normandie	71,2
		Rhône-Alpes	69,3
		Auvergne	67,2
		Corse	58,4

Chiffres de 1983
Indice 100 pour l'ensemble de la France.

- la production laitière assure le revenu le plus régulier, mais est menacée par le système des quotas.

- 1^{re} région pour la production agricole, la Bretagne ne vient qu'au 12^e rang pour le Revenu Brut d'Exploitation (R.B.E.).

Le prix des terres arables et des prairies augmente de façon beaucoup plus importante, de 1979 à 1983, en Bretagne que pour l'ensemble de la France, mais le prix de l'hectare est nettement inférieur à celui de l'Île-de-France ou de Picardie : 24.500 F/ha dans le Finistère ou l'Ille-et-Vilaine contre 33.600 dans le Val-d'Oise (21.000 pour la France entière).

b) des activités maritimes fragiles :

Première région pour la pêche, la Bretagne dépend fortement des activités maritimes, qui font vivre, directement ou indirectement, 20 % de la population. Elle ne peut que subir gravement le vieillissement de la flotte, l'absence de promotion des produits de la pêche, la liquidation de la flotte de commerce française, la fermeture des écoles de marine marchande et faire les frais d'une politique décidée à Paris et qui se désintéresse des problèmes maritimes.

c) une industrialisation fragile :

L'industrie reste relativement peu développée :

	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire
Bretagne (4 dpts)	16,8 % (B5-12%)	27,3 % (B5-31,7)	55,9 %
France	10,4 %	33,1 %	56,5 %

L'emploi est assuré à 70 % par les PME et PMI dont la solidité et la gestion laissent parfois à désirer.

Dans la région Bretagne, cinq établissements emploient plus de 2.000 salariés, dont deux arsenaux ; ils occupent au total environ 26.500 salariés (soit 8,6 % de la main-d'œuvre industrielle, dont environ 3,5 % dans les arsenaux) ; l'on compte en outre en Loire-Atlantique trois établissements de plus de 2.000 salariés :

- Alstom : constructions navales, avec les problèmes que l'on connaît ;

- Aérospatiale (deux établissements) : constructions liées sans doute en partie aux besoins militaires.

Les effectifs salariés diminuent dans les constructions mécaniques, électroniques, téléphoniques, navales, dans le bâtiment, à Saint-Malo, Dinan, Saint-Brieuc, Lannion, villes dont la population stagne. Les effectifs salariés dans l'industrie stagnent à Brest, Quimper, Morlaix, dont la population tend à diminuer (population des agglomérations).

Seules ont connu de 1975 à 1982 une croissance de plus de 5 % : Vannes, Lorient, Redon. Rennes a connu une croissance assez importante avec l'implantation d'emplois tertiaires par des mesures de décentralisation (les choses risquent de changer avec la construction du T.G.V.).

d) Une situation de sous-emploi :

En 1982, la « région » Bretagne groupe 4,98 % de la population française (5,02 % en 1989 ?), occupant le 6^e rang par l'importance de sa population, avec une population plus dense que l'ensemble de la France dans le Finistère, l'Ille-et-Vilaine et la Loire-Atlantique.

Cependant, la part de la population active bretonne dans l'ensemble de la population active française est moins importante (plus de jeunes et plus de personnes âgées) : 4,69 % en 1975, 4,81 % en 1982, et cela même si la population active a augmenté plus vite en Bretagne que pour la France entière : région Bretagne : + 10,39 % ; France : + 7,61 %.

Le taux de chômage est supérieur à la moyenne française et l'écart tend à augmenter :

	Région Bret.	France
30 sept. 75	4 %	4,3 %
30 sept. 82	9,5 %	9 %
30 mars 85	11,3 %	10,3 % (Lorraine 10,6 %)
30 déc. 86	B5 : 13,9 %	11,4 %

Le « sur-chômage » est parfois important :

au 30 mars 1985

22	29	35	44	56	France
11,6%	11,2%	9,6%	13,8%	13,6%	10,3%

Il n'y a qu'en Ile-et-Vilaine que le taux de chômage est inférieur (grâce aux emplois tertiaires à Rennes), mais c'est à Fougères que la diminution du nombre des emplois a été la plus forte ; si le nombre des emplois à Vannes a augmenté de 12 % en deux ans, le Morbihan n'en a pas moins un très fort taux de chômage.

Si le nombre de candidats aux grandes écoles n'a augmenté que de 5 % (10^e rang) de 1959 à 1982, la proportion des bacheliers de l'ensemble de la France est assez importante :

En 1983, 5,4 % des bacheliers — 6^e rang (il ne s'agit pas là d'un taux de réussite).

4,65 % des bacheliers de A — 8^e rang ; mais 4,87 % des bacheliers de B — 5^e rang ; 5,68 % des bacheliers de C, D, E — 5^e rang.

Un niveau élevé d'instruction, une poursuite des études due à une situation de chômage caractérisent sans doute la Bretagne avec une richesse humaine mal employée.

e) Une faible participation à la richesse « nationale » :

Elle traduit le sous-développement relatif de la Bretagne.

— En 1983, la région Bretagne ne consomme que 3,74 % de l'énergie consommée en France (10^e rang) ; la consommation par habitant n'est que de 2,5 T.E.P. par habitant (17^e rang) traduisant le faible développement industriel (moyenne française : 3,4 ; Lorraine : 5,6 T.E.P./h., 1^{er} rang).

— En 1985, la région Bretagne réalise 3,9 % du Produit Intérieur Brut, 9^e rang (27,1 % pour l'Ile-de-France) ; le P.I.B./h. est de 66.944 F, 16^e rang (France : 85.400) ; le revenu/habitant est de 55.984 F, 16^e rang (France : 62.391).

— En 1984, la région Bretagne assure 2,9 % des recettes fiscales (8^e rang) ; l'impôt sur le revenu est de 2.477 F/h., 14^e rang (France : 3.388 F) ; par contre la région Ile-de-France assure 41 % des recettes fiscales générales (6.124 F/h.), dont Paris-Ville 27 %.

— Même si, en valeur, le commerce extérieur breton est bénéficiaire, la part de la région Bretagne dans le commerce extérieur français est faible :

Exportations : 1,36 % du tonnage — 2,08 % en valeur

Importations : 1,89 % du tonnage — 1,68 % en valeur

— La Bretagne reste relativement sous-équipée :

— aucun kilomètre d'autoroute : bien que les routes à quatre voies soient comparables à bien des autoroutes ; mais faut-il qu'il y ait concession privée, et donc péages, pour que l'on puisse

1982 - 1989

	Région Bretagne		France	
	1982	1989	1982	1989
0-19 ans	31,09 %	29,4 % (- 1,59 %)	29,86 %	29,13 % (- 2,74 %)
20-55 ans	44,51	45,56	46,98	47,60
	} 54,76		} 56,62	
56-65 ans	10,25	10,91	9,64	10,58
	} 24,33		} 23,15	
66-99 ans	14,08	14,11	13,51	13,56
	} 25,02		} 24,12	

parler d'autoroutes ; ou bien le réseau breton n'est-il pas jugé digne d'être qualifié d'autoroute ?

— si la région Bretagne dispose de 5,2 % du parc automobile (7^e rang) en 1983, elle ne réalise que 1,78 % du trafic de la SNCF (16^e rang).

3. UNE SITUATION DEMOGRAPHIQUE PREOCCUPANTE ET UNE POPULATION DISPOSANT D'UN MOINDRE CONFORT

a) Une population vieillissante :

De 1962 à 1982, la population de la région Bretagne a augmenté de + 12,9 % par l'excédent des naissances et par un solde migratoire positif (retour des retraités sans doute).

L'incidence de fécondité est encore supérieur à la moyenne française : France : 1,8 % — région Bretagne : 2 % et la proportion des jeunes de moins de 20 ans diminuera moins vite en région Bretagne que dans toute la France de 1982 à 1989 :

France : - 2,74 % — région Bretagne : - 1,59 %.

Mais en 1985 le taux de natalité est inférieur à la moyenne française :

France : 13,6 ‰ — région Bretagne : 13,1 ‰.

De 1982 à 1989, la proportion des personnes de plus de 65 ans augmentera plus vite en région Bretagne que dans toute la France :

France : + 3,63 % — région Bretagne : + 4,3 %.

Même si la population de la région Bretagne augmentera plus vite que celle de la France entière de 1982 à 1989 : France : + 3,23 % — région Bretagne : + 4,05 %

elle va devenir de plus en plus une population vieillissante avec un tarissement progressif de la natalité.

La région Bretagne a une population à la fois plus jeune et plus vieille que l'ensemble de la population française avec moins d'adultes (conséquence de l'émigration).

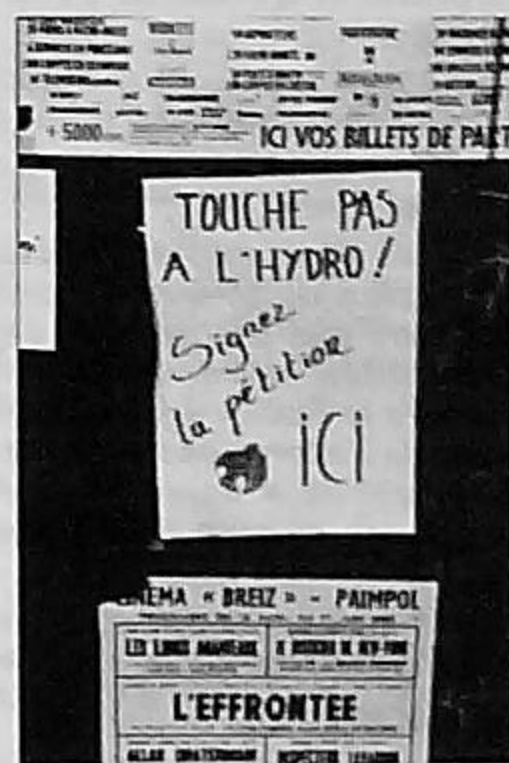
b) Un niveau de vie relativement plus faible :

— Un équipement médical parfois inférieur à la moyenne française : en 1983, il y a 183 médecins pour 100.000 h., 11^e rang (France : 210) ; 9,6 lits d'hôpital pour 1.000 h., 7^e rang (France : 9,1) ; 56,8 dentistes pour 100.000 h., 9^e rang

(France : 60) ; 46,8 assistantes sociales pour 100.000 h., 11^e rang (France : 57).

— Moindres départs en vacances : 50 % de départs en vacances d'été, 8^e rang (France : 55,2 %) ; 18 % de départs en vacances d'hiver, 14^e rang (France : 26,2 %).

— Un équipement des ménages relativement faible pouvant traduire une relative pauvreté de la région Bretagne :



Vocation maritime menacée. (Paimpol)

— davantage d'autos (dispersion de l'habitat, importance de la population rurale, mauvais équipement ferroviaire) : 74,8 % des ménages, 10^e rang (France 72,8 %)

— plus de congélateurs (dans une région d'élevage)

— moins de téléviseurs : 90,2 % des ménages, 18^e rang (France : 91,1 %).

— moins de téléviseurs-couleur : 50,1 % des ménages, 20^e rang (France : 61,2 %).

— moins de réfrigérateurs : 94,7 % des ménages, 18^e rang (France : 96,1 %).

Malgré des progrès récents, la région Bretagne (sinon la Bretagne entière) reste une région mal développée, sous-équipée, à la population vieillissante et relativement pauvre et si l'on tient compte de la politique non avouée mais réelle d'assimilation linguistique et culturelle et de l'absence d'un réel pouvoir de décision au niveau régional, il faut bien reconnaître que le problème breton demeure, même si la Bretagne n'est pas une colonie comme peut l'être la Nouvelle-Calédonie ou la Guadeloupe.

Yves JARDIN

DEBRÉ ET LES HYPER-JACOBINS, TOUJOURS LÀ !

*Communautés européennes
(politique de développement des régions)*

12420. - 17 novembre 1986. - M. Michel Debré demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il lui paraît raisonnable, au moment où l'Etat, pour économiser quelques crédits, a dû fermer et envisage encore de fermer certains consulats français à l'étranger, de laisser se multiplier à Bruxelles, aux dépens de l'ambassade de France auprès de la C.E.E., de prétendus bureaux régionaux, véritables petites ambassades, dont le coût total dépasse les économies réalisées par ailleurs ; il lui semble qu'il convient d'instituer une hiérarchie des urgences, donc des priorités dans les dépenses.

Réponse. - Le ministre des affaires étrangères partage entièrement les préoccupations exposées par l'honorable parlementaire sur la nécessité de ne pas multiplier, a fortiori dans un même

domaine, les services officiels français à l'étranger. Il confirme que, dans le domaine concerné, c'est la représentation permanente de la France auprès des C.E. qui constitue l'interlocuteur normal et quotidien de la commission pour la mise en œuvre des actions régionales de la Communauté. Il ajoute que, en l'état actuel de ses informations, les collectivités locales françaises n'entretiennent pas de bureaux à Bruxelles.

Réaction :

Comme de coutume, M. Debré se préoccupe plus de la « souveraineté » (voir comment elle est maltraitée dans les négociations avec les preneurs d'otages !) de la France « une et indivisible », que de l'intérêt économique des régions françaises. A Bruxelles, malheureusement, ces intérêts ne sont représentés :

- ni par la représentation permanente de la France, laquelle ne défend que les intérêts globaux du pays et est débordée.

- ni par les députés européens français, élus sur une liste nationale établie par les E.M. des partis à Paris, et qui, outre un absentéisme connu à Bruxelles, n'ont aucun lien avec leur région d'origine dont ils ne sont ainsi pas incités à suivre les dossiers au FSE, au FEDER, au FEOGA, orientation, etc...

Dans le même temps, la RFA a déjà établi à Bruxelles un bureau de liaison du

Land de Hambourg (titulaire : M. Haverskamp, ex-commissaire européen) ; le Land de Bade-Wurtemberg se prépare à faire de même, ainsi que, pour l'Espagne, la Généralité de Catalogne, le Pays Basque.

Mais comble d'horreur, ni M. Debré, ni M. J.B. Rémond ne sont au courant qu'il existe à Bruxelles, en la personne de Mme Catherine Baron, une représentation de l'île de la Réunion (dont M. Debré est député) auprès de la Commission des communautés européennes. M. Debré passant peut-être plus de temps à Paris que dans sa circonscription, il est urgent de l'informer du crime de lèse-souveraineté de ses ouailles... Il nous pardonnera l'information !

IMPOT :

Le revenu breton inférieur à la moyenne française

Le contribuable breton a payé en 85 une moyenne de 10.649 F, alors que la moyenne française est de 13.148 F, ceci étant dû à des revenus plus faibles.



Les pays de Loire en question

Un récent article d'*Ouest France* sur les régions, un an après l'élection de leur Conseil régional, faisait ressortir qu'en Loire-Atlantique en particulier, la « région » passait mal, était mal connue des habitants (malgré le matraquage publicitaire) qui se sentaient peu concernés par les décisions de la « région pays de Loire ». Réaction en tout point conforme au sondage sur le sentiment d'appartenance bretonne en Loire-Atlantique, publié dans « *le Peuple Breton* » de février 1986.

Tout aussi révélatrice est l'interview d'un géographe parisien par le même quotidien (1). Ce géographe, Jean Renard, installé depuis 24 ans en Vendée et enseignant à l'Université de Nantes, est l'auteur des 200 pages de « géopolitique des régions françaises » concernant les « pays de Loire », récemment publiée chez Fayard, sous la direction du géographe Lacoste.

La région existe-t-elle ?

O.F. 11.03.87

A noter que ce géographe « neutre » parle « d'assemblage du hasard » à propos des « pays de Loire ». Ce n'est pas si éloigné de la « région-bidon » souvent évoquée dans ces colonnes. « La région, au début, était comme une macédoine et il n'y avait pas de rapport entre les départements rassemblés. Pourquoi ? Nantes était une ville insulaire — un peu à la manière de Marseille — ne débouchant pas sur un arrière-pays, à cheval sur des réalités régionales diverses : ses liens historiques avec la Bretagne, l'axe ligérien, la Vendée. Et tout cela ne militait pas en faveur de l'unification des Pays-de-Loire, d'autant que la Mayenne et la Sarthe pouvaient trouver leur intérêt ailleurs ».

Et d'expliquer que le nœud ligérien a été serré par l'histoire (chouannerie et Vendée) et... l'habileté d'Olivier Guichard. Conséquence : « Le détachement de la Bretagne — malgré certaines résistances — se fait tranquillement. Reste qu'il y a toujours des risques ». Par ailleurs, le géographe — qui ne prend pas nettement parti sur quoi que ce soit — estime que Nantes, capitale des pays de Loire, c'est un mauvais choix.

D'ailleurs, Debré, en 1945, avait choisi Angers, plus central. « Nantes aurait pu — comme port insulaire, à l'image de Hambourg ou de Brême — dépasser son cadre régional et devenir une ville économique internationale, faisant sauter les verrous régionaux... Sur la façade maritime, Nantes avait réellement une spécificité à jouer ».

Propriétaires de logements

Les Bretons largement en tête. C'est ce qui ressort d'une récente enquête (et ce n'est pas nouveau) dont le but est d'éclairer l'avenir pour les entreprises du bâtiment qui ont perdu quelque 25.000 emplois depuis 1980.

En effet, en France un ménage sur deux est propriétaire de son logement ; en Bretagne, cela concerne près de deux tiers des ménages.

Conséquence directe de cet engouement : l'endettement : de près de 20 % supérieur à la moyenne hexagonale, entre 35 et 45 ans, 6 ménages bretons sur 10 remboursent des prêts-logement.

Un écrivain brestois méconnu

Dans l'édition définitive de son réputé « Panorama de la nouvelle littérature française », parue en 1960, Gaëtan Picon, consacrant un chapitre aux tenants de ce qu'il appelait « la transfiguration poétique », en détachait trois auteurs considérés comme particulièrement remarquables : Jean Genet, Julien Gracq et Noël Devaulx.

Si la place importante occupée aujourd'hui par les deux premiers dans les lettres de ce temps est généralement admise, on connaît moins celle qui revient au troisième, né à Brest, en 1905, bien que son nom figure dans tous les dictionnaires spécialisés.

Se tenant volontairement en dehors des courants de la mode en choisissant de s'exprimer au moyen du court récit du conte fantastique, alors qu'il est notoire que le public français s'intéresse peu à la nouvelle, contraint pour raisons de santé de vivre dans le Midi, après 20 années bretonnes et un long séjour parisien, Devaulx n'est connu, et grandement apprécié, que d'une minorité de fidèles.

Il n'a pourtant pas cessé de publier depuis 1945, année où, succédant à des nouvelles dispersées dans quelques revues, paraissait son premier livre « L'Auberge Parpillon », accompagné d'une pénétrante postface de Jean Paulhan.

Au cours des années qui ont suivi, l'estime des connaisseurs ne s'est d'ailleurs jamais démentie, puisqu'il obtenait notamment en 1974 le Prix des Critiques pour « Avec vue sur la zone », en 1978, le Prix de la Nouvelle de l'Académie Française pour « Le Léopard d'Immortalité » et en 1981, le Prix Valéry Larbaud, décerné par une impressionnante réu-

nion d'écrivains de grand talent à son « Manuscrit Inachevé ».

Mais si des commentateurs tels que Picon, Paulhan, André Rousseaux, Marcel Arland ou Max-Pol Fouchet ont su reconnaître l'originalité de son talent et de son inspiration, ont admiré la pureté de son style et la finesse de son ironie, s'ils n'ont manqué de souligner ni la résonance mystique de ses écrits ni le caractère prophétique de certains contes écrits avant la guerre, où étaient annoncées sous forme allégorique des oppressions et des persécutions racistes à venir, aucun ne semble avoir soupçonné la composante bretonne de son œuvre.

Certes, cette composante n'est pas unique et se mêle à d'autres sources, notamment bibliques ou mythologiques, et l'on ne peut ignorer chez Devaulx un penchant certain pour les éclairages méditerranéens.

En outre, il est vrai que pour un observateur superficiel, la Bretagne n'est guère présente dans ses récits car il n'a rien d'un écrivain régionaliste. Pas plus que Louis Guilloux, il ne nomme sa ville natale lorsqu'il arrive qu'elle lui serve de support ou de sujet, comme dans son unique roman, « Sainte-Barbegrise », selon lui tout à fait bretonne, ou dans « La Ville Disparue », du recueil « Le manuscrit inachevé », où il l'évoque telle qu'il l'a connue avant qu'elle ne soit écrasée sous les bombes.

Pourtant, le fait qu'un écrivain né en Bretagne, où il a passé ses vingt premières années, et dont on souligne le mysticisme, n'écrit pratiquement que des contes où le fantastique voisine sans façon avec la réalité la plus quotidienne, où leur mort prochaine est révélée à certains personnages par des événements significatifs, où la rencontre de

transfuges de l'autre monde aurait dû donner à penser aux commentateurs, pour peu qu'ils se soient intéressés à la genèse de l'œuvre.

Interrogé à ce sujet, Devaulx répond d'ailleurs volontiers qu'il est tout à fait légitime de retrouver dans ses ouvrages la trace des contes bretons dont son enfance a été bercée et son adolescence nourrie et que malgré les années passées hors de Bretagne, il a toujours gardé soigneusement les 50 % de sang celtique que lui ont laissés ses parents.

Et ce n'est certainement pas un hasard si, à la fin d'un périple symbolique effectué dans des pays que l'on voudrait imaginaires, soumis à différentes formes d'oppression, le narrateur du récit qu'il vient de publier en 1986 échoue dans un village de pêcheurs isolé où l'on parle breton, où l'on semble vivre en harmonie et se demande si la composante belliqueuse de cette communauté n'a pas disparu en même temps et du même mouvement que les institutions.

Ce petit livre de 80 et quelques pages s'intitule « Instruction civique » et après l'avoir lu, il serait bien étonnant que vous ne soyez pas tenté de remonter le temps en découvrant les autres récits de Noël Devaulx, où Gaëtan Picon voyait une longue interrogation et un fantastique de la mort et dont Max-Pol Fouchet écrivait que le chef-d'œuvre y vient sur la pointe de pieds pour nous féer et reféer.

Mikaël ERWAN

Bibliographie sommaire : L'Auberge Parpillon (1945), actuellement réédité dans la collection de poche « L'Imaginaire », Le Pressoir Mystique (1948), réédité en 1982, Sainte-Barbegrise (1952), réédité en 1984, Le Manuscrit Inachevé (1981), Le voyageur insolite (1985), Instruction civique (1986), tous ouvrages disponibles à la NRF.

Chevaux de Bretagne



skol vreizh

Le numéro 6 de la revue Skol Vreizh — devenue une très belle collection de livres de 80 pages et plus — est consacrée à l'élevage du cheval en Bretagne, et particulièrement dans le Léon. Avec une belle photo en quadrichromie au recto et au verso de la couverture, de nombreuses cartes et photos, une typographie bien aérée, voilà un ouvrage agréable à feuilleter.

De nombreux témoins ont montré que, même si le nombre de chevaux est en déclin, la passion du cheval reste intacte. « Gwad Kezeg » : c'est le titre du film-vidéo sur le même sujet qui vient de sortir. Nombre de témoignages sont en breton d'abord, traduits en français ensuite.

Des photos retraçant les différentes étapes de la vie du cheval, les différentes activités auxquelles il est associé, illustrent le propos. Certaines photos datent des années 20, d'autres de 1986, montrant ainsi la pérennité des coutumes. Les données concernent les zones de rayonnement des haras d'Hennebont et de Lamballe, ce qui fait que, malheureusement, la Loire-Atlantique se trouve généralement exclue du propos ; c'est qu'elle dépend des haras de... « La Roche-sur-Yon », après avoir dépendu de ceux de Craon, au sud de la Mayenne. L'armée aussi ignore les entités humaines !

Littérature et bretonnité

NDLR : Les « errata » suivant sont à prendre en compte pour la bonne compréhension du texte :

1^{re} partie (n° 278), p. 13, 1^{re} colonne, 3^e alinéa : lire « un politique » et non « une politique » ; p. 14 : la note 5 s'applique au mot « superstructure », au début du 2^e paragraphe.

2^e partie (n° 279), bas de la première colonne : lire « involontairement » (p. 15) ; p. 16, encadré « quid du peuple breton ? » = ajouter « mon comportement » après aiguillonner. Ce fragment fait partie d'une lettre que nous a adressée Pascal Rannou à la suite des réserves exprimées par la rédaction du journal sur un point précis de l'étude, avant sa parution.

Le Nicaragua assiégé

Eadaoin Heussaff est une jeune Irlandaise de 24 ans qui est partie travailler comme professeur d'anglais à l'Université d'Amérique centrale, à Managua. Arrivée en septembre 86, elle doit y travailler jusqu'à juillet 1987 au moins. Elle doit participer, comme volontaire, à la récolte du café. Au moment où les pressions de l'administration Reagan sont plus fortes que jamais, il nous a paru intéressant de publier le témoignage exclusif qu'elle a bien voulu donner au PB/PV, pour pallier la rareté ou la partialité des informations que nous recevons en Bretagne. Il est aussi intéressant de voir comment un peuple du Tiers-Monde, de 3,3 millions d'habitants — moins nombreux que la population bretonne — peut résister à la pression du géant nord-américain, par « Contrats » interposés, et au blocus économique. A ce titre aussi, cela doit intéresser les Bretons.

Managua

Depuis plus de 5 ans, le Nicaragua a lutté contre une campagne d'agression financée par le gouvernement des Etats-Unis, dont le but est de mettre fin à la révolution nicaraguayenne et d'y rétablir la domination des Etats-Unis. Quels sont les effets de cette guerre sur le Nicaragua ? La pression énorme exercée par les Etats-Unis parvient-elle à diminuer le soutien populaire à la révolution comme c'est son objectif ?

Le Nicaragua est un petit pays sous-développé avec une population peu supérieure à 3 millions d'habitants. Le niveau de vie est généralement très bas et la principale activité économique du pays est l'agriculture. Cependant, à cause de la révolution sandiniste, il est considéré comme si dangereux par les Etats-Unis que d'énormes sommes d'argent et beaucoup d'énergie ont été dépensées à financer et entraîner les mercenaires « Contrats », à construire des installations militaires au Honduras et au Costa-Rica (états frontaliers du Nicaragua), et à faire une campagne mondiale pour discréditer et isoler le Nicaragua. Les USA n'ont jamais ouvertement déclaré la guerre mais conduisent une stratégie qu'ils appellent « état de guerre à basse intensité ».

Ceci implique non seulement une campagne militaire, mais aussi une campagne économique, diplomatique et psychologique/idéologique. A quiconque passe quelque temps au Nicaragua, il est clair que les accusations que les Etats-Unis portent sont totalement exagérées, sinon complètement fausses. En dépit de la guerre et de l'état d'urgence qui ont existé de façon intermittente depuis 1982, il y a un haut niveau de pluralisme politique et de participation populaire, aucune restriction à la pratique religieuse, 60 % de l'économie appartient encore au secteur privé et les minorités ethniques de la côte atlantique vont bientôt recevoir l'autonomie.

Les Américains sont hostiles au Nicaragua et le persécutent non (comme ils essaient de le faire croire au monde) parce que le Nicaragua serait un Etat marxiste-léniniste totalitaire, mais parce qu'il a mis sur pied une révolution populaire adaptée à ses propres besoins en développement, et qu'il s'est déclaré indépendant du contrôle américain. Le Nicaragua a fait savoir clairement qu'il



Eadaoin Heussaff

ne cherche pas à être hostile aux Etats-Unis ou à ses voisins, mais qu'il veut simplement avoir la liberté de décider de son propre destin.

On peut s'attendre à ce que toute société qui s'efforce de surmonter l'héritage de sous-développement laissé par 45 années de dictature et une période encore plus longue de domination impérialiste rencontre des difficultés. Près de la moitié de la population était analphabète en 1979 et il y avait un énorme manque de personnel qualifié dans les domaines devenus prioritaires après la révolution : santé, éducation, développement agricole, planification économique. De plus, Somoza avait laissé le pays avec d'énormes dettes.

Néanmoins, grâce à la participation et à l'enthousiasme de la population dans son ensemble, des avancées remarquables ont été faites en seulement quelques années après la révolution, particulièrement pour les soins de santé, l'alphabétisation et l'instruction, la réforme agraire, le logement et les conditions sociales. Le FSLN (Front sandiniste) a essayé de maintenir l'union entre tous les secteurs de la société, depuis le début, estimant que c'était nécessaire au développement de la société tout entière. Compte tenu de sa jeunesse et de son manque d'expérience politique, le gouvernement sandiniste a fait preuve d'un haut niveau de pragmatisme et de maturité dans ses décisions et ses orientations politiques. Il a aussi gagné beaucoup de soutiens et de reconnaissances internationales, ce qui est très important pendant la crise présente.

Il semble ne faire aucun doute que les problèmes les plus graves que le Nicaragua affronte maintenant résultent de

l'agression implacable conduite par les Etats-Unis contre leur pays. Celle-ci a été clairement démontrée par le cas présenté par le Nicaragua devant la Cour internationale de La Haye. Le jugement a affirmé que la guerre a causé des dommages directs et indirects se montant à environ 2 milliards de dollars. Les « Contrats » ont détruit des écoles neuves, des dispensaires, des coopératives agricoles dans le nord et le centre du pays. Ils ont fréquemment tué ou enlevé des enseignants, des travailleurs sociaux et d'autres spécialistes, y compris des volontaires étrangers, au travail sur des projets de développement.

Retombées de la guerre

Ils veulent décourager les gens d'aller dans ces zones en retard essayer d'améliorer les conditions de vie. Il a fallu évacuer près de 250.000 personnes des zones de guerre. Tandis que beaucoup ont reçu des terres ailleurs dans le pays, des milliers se sont entassés à Managua. Ceci a naturellement créé des problèmes de transport, de logement, de distribution de nourriture, de fourniture d'eau dans la capitale.

Les zones de guerre étaient aussi des régions importantes pour la production agricole, ce qui veut dire que la production alimentaire du pays a été aussi sévèrement affectée.

Tandis que l'escalade militaire se poursuivait, les dépenses pour la défense se sont régulièrement accrues aussi. Les dettes du pays se sont accrues, mais les USA se sont assurés que le pays ne puisse plus recevoir des prêts importants des banques internationales. C'est pourquoi les plans du gouvernement pour améliorer l'infrastructure du pays ont dû être abandonnés.

Le blocus économique des Etats-Unis et le blocage des prêts ont eu des effets sévères sur la vie du pays. Ces dernières années, l'inflation a été énorme, due au haut niveau des dépenses militaires et à la perte des revenus dus aux exportations. Médicaments, outils, machines, fournitures agricoles et beaucoup d'autres bien importés sont devenus rares et chers. La plupart des machines du pays ont été fabriquées aux Etats-Unis, mais il est maintenant impossible de se procurer des pièces de rechange, à cause du blocus. Le pays ne peut se permettre

d'investir dans du matériel nouveau non plus, et une conséquence de cela est que le système de transports publics se détériore rapidement. Les difficultés de



transport affectent l'acheminement de la nourriture vers Managua et les autres villes.

Les gens qui ont été le plus touchés par la crise économique sont les classes moyennes, du fait que les couches les plus pauvres de la société sont encore dans une situation meilleure qu'avant la révolution, spécialement à la campagne. Tandis que le pays lutte pour survivre, il y a cependant le danger que la guerre militaire et économique faite par les Etats-Unis empêche la révolution de faire tout progrès supplémentaire.

Coup d'œil sur le Nicaragua

Superficie : 130.000 km².

Population : 3,3 millions.

Densité : 5.

Accroissement démographique : +3 % par an.

PNB : 860 dollars par tête (1983 : 1.160).

Population active :

— agriculture : 39 %

— industrie : 14 %

— services : 47 %

Productions : coton, café, maïs.

Commerce extérieur : 20 % du PNB.

Dettes extérieures : 142 % du PNB.

La majorité des Nicaraguayens est totalement opposé aux Contras et a confiance dans leur capacité à se défendre militairement. La plupart d'entre eux sont aussi au courant que la guerre affecte sévèrement l'économie du pays et que c'est la vraie raison pour laquelle la vie devient de plus en plus difficile. La question est cependant de savoir s'ils sont suffisamment au courant, politiquement parlant, pour résister à cette pression continue, ou si, comme l'espèrent les Etats-Unis, ils vont devenir las et mécontents au point de se tourner contre leur propre gouvernement. Si cela arrive, les Etats-Unis auront gagné sans un seul coup de fusil tiré par un soldat américain.

Contact des élus

NOUVELLE CALÉDONIE

Suite de l'interview de Sylvestre Dahama, du cabinet de Jean-Marie Tjibaou

— sur l'époque Wibaux

Il y a quand même des coups organisés en coordination entre l'armée et les gens de la milice et je peux vous citer une anecdote : il y avait un camion de l'armée qui revenait de Tontouta où il était allé s'approvisionner en munitions et en armes et qui devait passer par un col avant d'arriver à Nouméa et arrivé à ce col, qu'on appelle le Col de la Pirogue, ils ont fait exprès de faire tomber des caisses, qu'ils ne remarquent pas qu'il y avait des caisses de tombées, mais derrière il y avait les voitures de ces fascos qui roulaient ; ils ont récupéré toutes les caisses et ils sont rentrés chez eux ; et c'est seulement en entrant à la caserne, en faisant le décompte pour voir tout ce qu'ils ont amené qu'ils ont remarqué qu'il y avait des caisses qui manquaient ; ils sont revenus les chercher, mais ils ne les ont pas trouvées ; ils ont fait une grosse annonce dans les journaux, comme quoi il y avait des munitions qui sont tombées du camion, qui ont été récupérées par des gens et sûrement des gens du FLNKS. Par malheur, après un coup qui a eu lieu, l'attentat contre le tribunal de Nouméa, ils ont fait des recherches, sur des pistes qu'ils connaissaient et ils sont tombés sur un type qui avait un dépôt de munitions et qui possédait par ailleurs des munitions des caisses qui sont tombées du camion ; ça a fait du bruit pendant une semaine, puis c'est retombé dans le silence, le type n'a jamais été inquiété ; ces injustices-là ont fait que, comme c'était Wibaux qui était Haut Commissaire à l'époque, on a demandé qu'il parte.

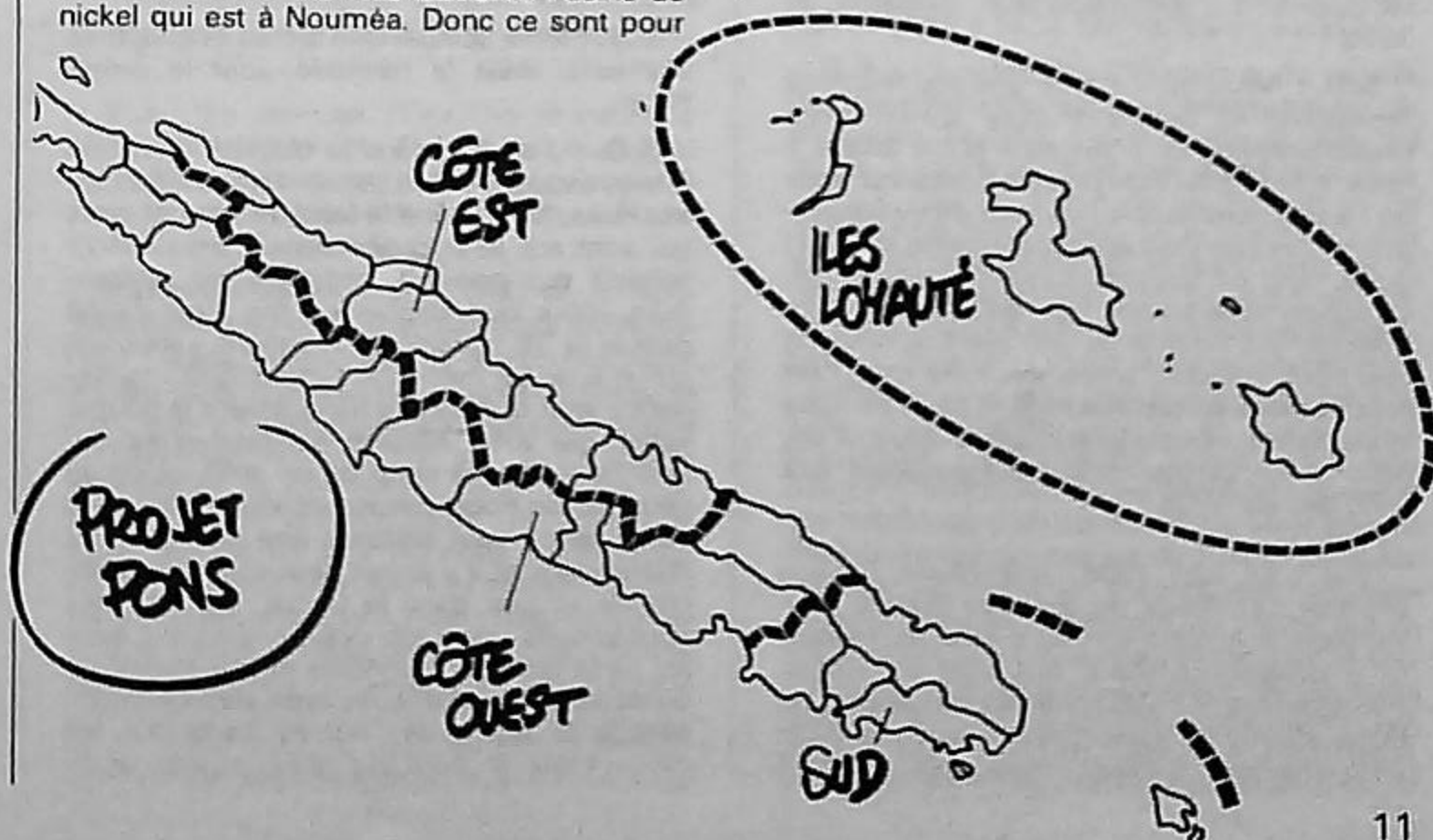
Y.J. : Il a été question depuis que Pons est là de redécouper les régions ; où les choses en sont-elles à ce sujet ?

S.D. : Essayer le découpage préconisé par la droite, c'est en fait essayer de monopoliser toutes les grandes parties industrielles de la Nouvelle-Calédonie ; actuellement la région Nord couvre une grande superficie, mais les ressources ne sont pas tellement exploitées, sauf par des petits mineurs comme Lafleur qui a une mine de nickel dans la région Nord ; par contre la région entre a le centre de nickel de Thio et aussi le barrage de Yaté, qui sont deux points importants parce que le barrage de yaté fournit tout Nouméa en électricité et le centre minier de Thio alimente l'usine de nickel qui est à Nouméa. Donc ce sont pour

nous des points capitaux dans l'économie et ce qu'ils ont voulu faire en changeant les régions, c'est essayer de récupérer toutes ces parties-là, d'autant plus qu'ils ont un certain nombre d'électeurs qui sont assez regroupés dans la région centre, ça leur apporterait beaucoup s'ils arrivent à englober une majeure partie de la région centre. On est assez favorable à la façon dont sont conçues les régions actuellement, du fait que ça nous permet d'être plus près de nos gens à la base et de pouvoir dialoguer avec eux et recenser leurs besoins ; comme ce sont les trois régions les plus sous-développées, où il y a donc un effort de développement de fait, on essaie de travailler en coordination pour faire des choses, développer nos trois régions d'une façon cohérente ; et la politique de la droite c'est de maintenir tous ces gens-là dans la dépendance totale et sous-développés. C'est pour ça qu'on n'est pas favorable à la proposition de changer le découpage ; parce qu'on voit mal Nouméa se mettre à s'occuper des besoins des gens des tribus de la région centre ; maintenant à Nouméa avec son budget, le point le plus important dans son projet de développement c'est l'agrandissement de deux centres de golf ; l'un c'est pour la création d'un 18 trous à Nouméa, l'autre c'est pour l'agrandissement dans un patelin qui s'appelle Dumbéa, qui a une mairie de droite, alors si c'est ça qu'on appelle des projets de développement... Dans la région centre on a un projet de développement relié aux nécessités et aux besoins réels des gens, donc de développement économique et rural, basé sur le fait qu'il faut qu'on arrive à produire localement ; c'est pareil aussi pour la région nord.

Il faut que les régions essaient de se développer selon leurs particularités ; dans la région nord on a beaucoup plus de pêcheurs et de planteurs de café, on fait aussi beaucoup d'élevage et ce sont ces trois secteurs que l'on essaie de développer au maximum ; dans la région centre, c'est surtout la production fruitière, tu as le minerai et

Le projet de découpage régional ▼



il y a aussi la plantation de café, l'élevage ils le font très peu, mais ils se recentrent non pas pour faire de l'élevage extensif pour la viande, mais plutôt de l'élevage de vaches laitières ; il y a aussi des possibilités de culture de riz. Nous on essaie d'abord d'avoir des informations sur les techniques traditionnelles de la plantation de riz, parce qu'il faut d'abord qu'on essaie d'intégrer ça dans le niveau des mœurs, étant donné qu'on est des gros consommateurs de riz, pour que les gens arrivent à planter le riz, d'abord d'une façon traditionnelle avant de passer à un échelon plus moderne, à des plantations ou à des grandes exploitations.

Constamment maintenus en position de dépendance

Y.J. : Que représentait pour vous le statut accordé par Pisani ?

S.D. : On a décidé de rentrer dans les régions pour nous préparer en tant que Kanaks et en tant qu'habitants de la Nouvelle-Calédonie à pouvoir prendre en main plus tard nos affaires. Maintenant, en ce qui concerne le statut d'indépendance-association, il y a quand même des réticences étant donné que dans ce projet d'une présence militaire assez accrue, il y avait aussi un projet de faire une base militaire à Nouméa ; alors nous on était pas tellement favorable à ça. On était plutôt pour coopérer pour qu'on arrive à prendre en charge notre pays d'une façon intelligente, pour garder de bonnes relations, ce serait mieux que de forcer sa présence sur le territoire, en envoyant ses militaires pour rester sur le territoire. **On essaie d'éviter au maximum le néo-colonialisme**, sous toutes ses formes ; on veut notre indépendance économique, on veut simplement qu'on nous aide, parce qu'on considère qu'on a des potentialités en ressources naturelles, ce qui nous permettra de pouvoir être vraiment indépendants. Depuis 133 ans de colonisation déjà maintenant, la France n'a jamais essayé de faire un pas dans ce sens pour que l'on maîtrise les rouages administratifs et économiques du pays et notamment pour développer le pays ; elle n'a jamais fait un pas dans ce sens et elle a toujours maintenu les Kanaks à l'écart de ce qui se fait et dans une façon retardée, de sorte qu'ils n'arrivent pas à se développer, maintenu les Kanaks sous-développés pour qu'ils ne puissent pas réagir et cela s'est fait sur tous les plans, au niveau de l'économie, de l'éducation, le Kanak est (constamment) maintenu en position de dépendance.

Y.J. : Ce sont ces réticences par rapport au projet Pisani qui expliquent que le FLNKS ait appelé à l'abstention aux élections de 1986 ?

S.D. : Nous on s'est dit que les élections législatives et peut-être aussi les élections présidentielles, ce n'est plus notre affaire à nous, c'est l'affaire du peuple français et nous on l'a dit clairement qu'on veut être indépendants, que l'on veut notre nationalité kanake ; donc, tout ce qui est législatif, présidentiel, ça concerne le peuple français, c'est à lui de trancher sur l'avenir de son pays et nous ce que nous voulons, **nous voulons que l'on nous donne notre identité** et que l'on nous laisse gérer nous-mêmes notre pays, c'est pour ça en fait qu'on n'a pas participé aux élections de 1986.

Y.J. : En avril 1986, Jean-Marie Tjibaou affirmait sa volonté de dialogue avec le gouvernement à condition qu'il aille de l'avant, qu'il applique le statut qui avait été défini. Actuellement le FLNKS demande le départ de Pons, affirme qu'il veut bien discuter avec le gouvernement français, mais qu'il ne peut

plus considérer Pons comme un interlocuteur valable. Comment expliquer cette dégradation des relations ?

C'est Lafleur (RPCR) qui commande !

S.D. : Au mois d'avril 1986, c'était juste après les élections législatives qui ont vu la droite revenir au pouvoir et on a pensé que la droite française ici ne serait pas assez bête pour changer la politique là-bas en Nouvelle-Calédonie, en tenant compte de toute la tension qui a existé depuis le 18 novembre ; on a pensé qu'elle n'allait pas changer de politique et qu'elle allait essayer de poursuivre cet objectif fixé par Pisani. On s'est rendu compte de l'effet contraire et surtout du fait que la droite locale a essayé par tous les moyens de se venger de tout ce qu'il a eu depuis le 18 novembre et que lui a toujours essayé de dénoncer en disant que la majorité des Kanaks étaient dans le RPCR et voulaient rester dans la France, ce qui a été démenti clairement par la prise du pouvoir par le FLNKS dans les trois régions sur quatre. Donc c'est une politique revancharde et depuis ce temps-là tous ceux qui ont pris en charge l'affaire néo-calédonienne et notamment Pons et les deux Hauts-Commissaires qui se sont succédé, avant Wibaux et maintenant Montpezat, ils n'ont fait que mettre en pratique ce que Lafleur leur dit. Maintenant la politique en Nouvelle-Calédonie est dictée de A à Z par Lafleur. Il n'y a rien qui est géré par la France, par une volonté gouvernementale de faire quelque chose, ils suivent tout simplement tout ce que dit Lafleur. C'est pour ça que le FLNKS a dit que Pons, de par cette collaboration qu'il a avec Lafleur et du fait qu'il n'arrive pas à décider quelque chose en tant que ministre des DOM-TOM, n'est plus l'homme compétent pour le dossier calédonien. On est d'accord pour continuer ce dialogue qu'avait affirmé Jean-Marie en avril, mais avec quelqu'un d'autre que **Bernard Pons**, parce qu'on estime que lui il est grillé ; **il n'est plus apte à prendre en charge le dossier calédonien** ; il est complètement noyé dans les combinaisons à Jacques Lafleur.

Y.J. : Par rapport au référendum qui doit avoir lieu, donc en juillet 1987, quelles vont être les modalités de vote et quelle est la position du FLNKS par rapport au référendum ?

S.D. : Pour le référendum en juillet 1987, Pons a affirmé qu'auront droit à participer au vote ceux qui ont résidé sur le territoire depuis trois ans.

Y.J. : Il me semble que c'était depuis trois ans aussi dans le territoire pour le projet Pisani.

S.D. : J'ai plus dans la tête les choses à Pisani, depuis il y a eu tant de remous. En tout cas Pons, lui, il prône le fait que ce sont ceux qui sont sur le territoire depuis trois ans et au-delà qui peuvent participer au référendum, alors que depuis ce qui s'est passé depuis le 18 novembre, le peuple kanak est arrivé à un tel mécontentement que maintenant il veut que ce soit uniquement le peuple kanak qui vote. Mais le dialogue reste ouvert ; c'est par là aussi qu'on a dit qu'on ne veut pas de Pons comme interlocuteur, c'est parce qu'on veut discuter des modalités du référendum et il y aurait peut-être des chances de reculer dans le temps, de faire des concessions, mais on préfère discuter avec les gens qui sont honnêtes et qui savent ce qu'ils veulent, plutôt qu'avec des gens qui sont à la botte des autres types qui les mènent par le bout du nez ; on sait perti-

Précision

Sylvestre Dahama, dont nous publions la suite de l'interview commencée le mois dernier, est membre du cabinet de J.M. Tjibaou, président de la région nord de Nouvelle-Calédonie et leader du FLNKS. A l'heure où la politique Pons-Chirac prend une tournure de plus en plus colonialiste, on mesurera ci-dessous la gravité de la situation.

nement que le RPCR était d'accord pour cette proposition de Pons, on sait pertinemment que ça c'est l'histoire de Lafleur, nous on n'était pas d'accord avec ce truc-là.

Kanake et socialiste

Par contre, il y a eu bien avant ça une concession qui a été faite avec Lemoine, à savoir que ne pourront voter que les vieux, ceux que l'on a qualifiés de victimes de l'histoire, c'est-à-dire ceux qui sont nés sur le territoire et qui ont un parent ou un grand-parent né sur le territoire, donc c'est déjà large comme concession et nous on pense que c'est assez objectif, étant donné que les victimes de l'histoire, elles ont des racines là-bas comme le peuple kanak a ses racines à lui depuis la nuit des temps et que eux ils sont des victimes de l'histoire, ils sont arrivés là-bas en tant que bagnards, ils sont arrivés là-bas, ils ont vécu là-bas et ils n'ont plus aucun contact avec la France, n'y ont plus de relations et ceux-là on estime que leur destin c'est là-bas avec nous ; ils ne pourront pas reculer, s'ils doivent prendre leurs bagages un jour, ils vont être perdus ; c'est parler d'une façon un peu caricaturale que de dire qu'ils vont prendre leurs bagages. Nous le FLNKS quand on dit qu'on prône la libération nationale, Kanake et socialiste, c'est par rapport à notre culture à nous ; dans notre culture on a toujours accepté les gens qui arrivent chez nous, ce qui a fait le métissage des Loyauté avec les îles avoisinantes, le métissage au niveau de la Grande Terre avec les gens des îles Loyauté et ce qui a fait aussi qu'on a accepté les premiers colons qui sont arrivés. De par cette culture on essaie de **fonder un socialisme** qui n'a rien à voir avec le socialisme qui est prôné dans les pays occidentaux ou les pays de l'Est, c'est un socialisme qui est purement kanak et qui est **fondé sur les racines de la culture kanake** et qui est par définition de vivre en communauté avec tous ceux qui sont là. Il y a les faits historiques et des réalités qui sont là, qui font qu'il y a des tas d'ethnies qui sont en Nouvelle-Calédonie ; ces gens-là pour la plupart ne pourront plus retourner chez eux ; si je prends l'exemple des Wallisiens, les Wallisiens qui sont en Nouvelle-Calédonie sont plus nombreux que ceux qui sont à Wallis ; mais si ceux-là retournent à Wallis il n'y aura plus de place pour faire les champs ; ça c'est une réalité et nous on estime que s'ils sont conscients de ces réalités-là, la seule façon de pouvoir vivre en Nouvelle-Calédonie c'est d'être avec nous, parce que tous les Européens, enfin les grosses têtes qui les manipulent en ce moment, le jour où il y aura des durs affrontements, ils auront les moyens de foutre le camp, mais eux ils vont faire quoi ?

Une information manipulée de A à Z

Anna-Vari Chapalain : Et la politique de gens comme Laffleur ou autres est d'agiter l'épouvantail face à ces autres ethnies en leur disant : « Méfiez-vous, le FLNKS veut vous foutre dehors ! » ; enfin, c'est schématique, mais c'est ça ?

S.D. : Oui, c'est ça, c'est ce qui se pratique quotidiennement en Nouvelle-Calédonie, de par la falsification des informations, le fait de traiter tout le temps le FLNKS de minoritaire, de terroriste ; ils disent que l'indépendance, c'est pas bon pour vous, parce qu'on va vous rejeter, on va vous dire de prendre vos bagages et de partir ; il y a tout ce langage qui travaille la tête des gens et qui fait que de gré ou de force ils sont contre nous.

Y.J. : Pourtant il y a des leçons, quand on voit ce qui s'est passé en Algérie, qui auraient dû permettre d'en tirer des conclusions ?

S.D. : La Nouvelle-Calédonie c'est quand même un cas spécial, parce que malgré l'histoire, l'histoire nous apprend des leçons à travers ce qui s'est fait ailleurs dans d'autres pays, les réalités en Nouvelle-Calédonie font que c'est comme ça, c'est parce qu'il y a un groupe de personnes qui ont beaucoup de moyens pour manipuler les gens de par le fait qu'ils leur payent des pensions pour aller foutre le b... chez les Kanaks, puis des pensions pour qu'ils s'entraînent à manipuler les armes et à partir du moment où ces gens-là gagnent bien et qu'ils sont en plus travaillés par les informations qu'ils donnent...

Y.J. : Quels sont les moyens au niveau de la presse ?

S.D. : Il y a une seule presse qui couvre toute la Nouvelle-Calédonie, qui est le journal à Jacques Laffleur et qui est payée maintenant par une autre personne qui est aussi de la droite (Hersant ?) et cela s'accroît de plus en plus ; il y a tout ce travail. Même RFO (Radio-France Outre-Mer) qui est d'abord une radio et une télévision d'Etat, est manipulée de A à Z par la droite locale et tous les gens qui travaillent dans RFO et qui donnent les informations sont des gens de la droite locale, alors comment voulez-vous qu'on soit objectif dans ces conditions ? C'est tout orienté.

Y.J. : D'où l'importance des radios locales ?

S.D. : C'est pour ça ; nous, déjà sur Nouméa, on arrive à couvrir malgré des difficultés au début ; il y avait des attentats, des tentatives de sabotage, des brouillages des ondes ; on a réussi par la force du poignet à émettre d'une façon objective et à dire réellement ce qui se fait sur le terrain, ce qui s'est passé, ce qui fait que cette radio est de plus en plus écoutée parce que à côté de RFO il y a aussi des radios de droite qui sont des radios libres, il y a Radio Rythme Bleu, Energie, qui sont des radios complètement à droite et qui à longueur de journée racontent des âneries, ce sont des radios complètement débiles.

Y.J. : Et votre radio, c'est Radio-Kanaky ?

S.D. : Oui, c'est ce qu'on appelle la Radio-Djiido, qui travaille en relations directes avec toutes les sections de base du FLNKS et notamment avec les régions, ce qui fait que l'information de l'intérieur circule beaucoup et se fait beaucoup entendre à Nouméa ; le problème c'est que c'est limité à la zone de Nouméa, alors nous ce que nous voulons maintenant c'est étendre cette radio-là ou sinon avoir des relais dans les régions, pour qu'elle puisse atteindre aussi les autres régions, parce qu'il n'y a pas que RFO qui atteint les régions de brousse et avec tous les inconvénients que l'on connaît, c'est sûr que l'information est toujours mal passée.

Le référendum

Y.J. : Pour en revenir au référendum de juillet 1987, est-ce que vous comptez y participer en tant que FLNKS ou est-ce que vous vous abstenrez ?

S.D. : Pour l'instant, étant donné qu'il n'y a pas eu de changement au niveau du projet à Pons, bien qu'on dise que nous on veut toujours discuter, mais qu'apparemment on parle à des oreilles de sourds, pour l'instant la position qui reste c'est le boycott du référendum. Il y a toutes les conséquences que l'on connaît. De toute façon, que l'on boycotte, ou que l'on vote et que l'on gagne, ou que l'on vote et que l'on perde, il y aura quelque chose ; parce que, si on ne vote pas, c'est la droite qui réagit ; si l'on vote et que l'on gagne, c'est la droite aussi qui va réagir ; et si l'on vote et que l'on perd, c'est peut-être le FLN qui va réagir ; nous on dit que c'est là qu'il va y avoir le « clash » ; c'est à cause de ça qu'il faut qu'on arrive à s'entendre sur un terrain ou que l'on mette en place un processus pour éviter qu'il y ait affrontement et ça c'est la responsabilité du gouvernement français. On sait pertinemment maintenant que tout ce qu'il a mis là-bas en place comme services de sécurité, c'est pas pour la sécurité des Canaques, mais plutôt pour la sécurité des Caldoches (1), et s'il y a quelque chose, c'est encore les Kanaks qui vont trinquer. Ça on le sait pertinemment, c'est pour ça qu'on essaie de discuter sur le plan diplomatique, pour que l'on soit plus suivi par exemple à l'ONU, pour qu'il y ait plus de pressions ; le travail reste encore à faire.

La Nouvelle-Calédonie

19.103 km² (dont 16.750 km² pour la Grande Terre).

En 1956 : 68.500 habitants.

En 1984 : 145.368 habitants, dont 43 % de Kanaks, 37 % d'Européens (23 % nés en Nouvelle-Calédonie), 8 % de Wallisiens, 4 % d'Indonésiens, 2 % de Viet-Namiens.

54 % des Kanaks vivent en brousse.

75 % des Européens vivent sur la côte ouest ou à Nouméa ; les métropolitains représentent en 1985, plus de 44 % de la population européenne (41,6 % en 1976).

Nouméa compte 60.000 habitants (agglomération : 85.000 habitants).

Y.J. : Le fait que l'ONU ait ré-inscrit la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non-autonomes, ce qui est récent, ouvre des perspectives intéressantes au niveau international ?

S.D. : L'inscription par l'ONU de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des pays à décoloniser, c'est quand même le résultat d'un travail diplomatique de longue haleine et actuellement avec le contexte au niveau local en Nouvelle-Calédonie ; on sait qu'il y a peut-être espoir de continuer à lutter sur ce terrain-là pour se faire entendre ; le rapport de force qui est en face de nous est d'autant plus efficace qu'il est armé et en cas d'affrontement il est prêt à tout ; alors nous on pense utiliser à fond la carte de l'ONU pour pouvoir faire aboutir nos revendications étant donné qu'on a un large soutien international ; on veut aussi que le gouvernement actuel prenne ses responsabilités face à toutes les

injustices qu'il y a en Nouvelle-Calédonie. On ne peut que se réjouir de ce résultat qu'on a obtenu, c'est le résultat d'un travail de longue haleine, maintenant on n'a pas encore gagné. Il y a toutes les réalités que l'on a au niveau local, notre seule carte maintenant, si l'on veut éviter l'affrontement, c'est l'ONU et ça faudrait qu'on le joue à fond et je pense qu'il y aura prochainement encore à New-York, une mission du président Tjibaou pour continuer ce travail qui a déjà été entamé. On essaiera de fournir le maximum de choses pour appuyer notre revendication au niveau de l'ONU ; je sais que pour un pays qui va être décolonisé, il faut qu'il présente un projet de constitution, donc c'est l'un des travaux que l'on s'est fixé, qu'il faut qu'on fasse pour le présenter à l'ONU.



Y.J. : Le gouvernement provisoire de Kanaky comprend-il tous les partis du FLNKS ?

S.D. : Il comprend tous les partis du FLNKS et il y a des responsabilités dans des ministères et ce gouvernement provisoire est contrôlé par un bureau politique, où siègent effectivement tous les partis politiques qui contrôlent chaque ministre dans le gouvernement provisoire. Les ministres du gouvernement provisoire sont nommés en principe par les congrès ou les conventions du FLNKS. Mais depuis qu'on est rentré dans les régions on a laissé un peu en veilleuse ce gouvernement provisoire, il y a uniquement le bureau politique qui continue à travailler pour superviser le travail sur le terrain du FLNKS en tant que tel, notamment le travail du président qui est allé jusqu'en Amérique et il y aura une convention les 30-31 pour redéfinir le rôle du gouvernement pour remettre en marche toute cette structure étant donné que vers juillet on ne sait pas encore ce qui va se passer.

Et l'Église catholique ?

Y.J. : Il y a eu récemment une protestation de l'Église (catholique) à la suite du verdict de non-lieu pour les auteurs du massacre de Hienghène. Est-ce que cette prise de position de l'Église n'est pas un fait un peu nouveau dans l'histoire de la Nouvelle-Calédonie ?

S.D. : Si je prends l'historique, la tuerie de Hienghène c'est une blessure au niveau du FLNKS qu'on a réussi plus ou moins à refermer, mais qui n'est pas guérie. Le jour où il y a eu la déclaration de non-lieu de cette affaire-là, la réaction a été générale dans toute la Grande Terre de la Nouvelle-Calédonie et dans les Iles Loyauté. Ce n'est pas une affaire de justice administrative sur du papier, c'est quelque chose qui a touché le cœur du Kanak qui a participé à la lutte, participé au boycott et qui d'abord s'intensifie comme étant Kanak, c'est une blessure profonde ; et les réactions auraient été beaucoup plus vives, s'il n'y avait pas eu cette maturité au niveau du FLNKS pour les contenir, contenir le mécontentement des gens et essayer d'atténuer au maximum le choc. Enfin, nous on a analysé ça comme ça ; par cette mobilisation générale qu'on a pu avoir, le tribunal est quand même revenu sur sa décision, d'autant plus que Jean-Marie était en mission en France à cette date-là, ça

a travaillé d'abord au niveau national et aussi au niveau international par le fait que Jean-Marie était à l'étranger, ça a fait un poids considérable ; ce que je peux dire c'est que la blessure n'est pas complètement guérie.

Officiellement, l'Eglise elle s'est déjà prononcée, je parle de l'Eglise protestante, elle s'est déjà prononcée pour l'indépendance, mais ne travaille pas directement avec les partis politiques ; elle avait sa conception à elle de l'indépendance et de sa façon de concevoir le travail à faire ; mais avec l'affaire de Hienghène c'était une injustice flagrante et tout être humain ne peut pas être insensible à cette tuerie qui a eu lieu, d'où la prise de position nette de l'Eglise, c'est plutôt dans le sens humanitaire du terme, du fait que ce sont des hommes qui ont été tués et brûlés vifs et je sais pas dans quelle guerre on a connu ça, mais pour que le peuple kanak arrive encore à se contenir... c'est ça qui a fait réagir les Eglises, c'est surtout sur ce plan humanitaire et c'est inconcevable de la part d'un homme qu'il y ait une tuerie de ce genre et jusqu'à présent il n'y a que des Kanaks qui tombent à chaque fois, que des Kanaks et on se disait que si c'était des Européens qui étaient tués de la sorte, je ne sais pas ce qui va advenir.

Quelle solidarité ?

Y.J. : Qu'est-ce que vous attendez de la part des militants bretons, que ça soit des militants de l'UDB ou des militants bretons en général lors de votre voyage ? En quoi peut-on vous aider ?

S.D. : Le but de notre voyage, c'est surtout de donner des informations sur ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie, sur nos problèmes au niveau des régions, du fait qu'on a des institutions françaises et qu'elles doivent bénéficier comme toutes les institutions de tout ce qui est mis en place par le gouvernement, et notamment nos problèmes de finances. En fonction de tout ça on essaie de voir avec les communes ou les mairies de gauche s'il y a des possibilités de collaboration et de coopération pour par exemple les micro-réalisations, nos projets culturels ou aussi nos projets de communication et d'éducation ; voir avec les communes, les associations qui soutiennent notre cause ; qu'est-ce qu'on pourrait faire, qu'est-ce que qu'elles peuvent faire pour nous aider ou pour nous soutenir simplement, pour avoir un soutien au niveau de la France et si on peut nous aider quelle forme d'aide on pourrait apporter par rapport à des projets concrets que nous nous formulons et sous quelle forme, sous forme d'aide en formation ou d'aide financière ou autre. On est obligé de partir comme ça en mission pour essayer de voir, à cause de tous ces problèmes du fait qu'on nous bloque toutes nos sources de financement, alors qu'on a un besoin urgent de développement au niveau du pays ; on a recensé pas mal de besoins ; par exemple un grand besoin en infrastructures routières et portuaires, qui peut-être ne seront jamais réalisées du fait qu'on bloque nos financements et l'objectif principal de la mission à laquelle je participe c'est de donner des informations sur ce qui s'est fait au niveau du pays et voir au niveau des communes de gauche, des associations quelles formes de collaboration on pourrait avoir ou déjà échanger des informations et en fonction de ça quelles relations étroites on pourrait entretenir, quelles sont les aides ou les échanges qu'on pourrait faire.

Y.J. : Et au niveau politique ?

S.D. : Essayer d'avoir un plus large soutien du peuple français et notamment de la gauche, essayer de faire prendre conscience encore plus des problèmes qu'on rencontre

Lu pour vous



● « **Bretagne des Saints** » (réédition complétée). A.G. Aupois, éditeur, Paris, 300 p. L'ouvrage déjà ancien de Florian Le Roy était introuvable. Dans les colonnes de la « Bretagne à Paris », l'auteur présentait régulièrement des saints bretons, leur histoire réelle ou légendaire, pour encourager les parents à donner leurs noms aux enfants. Melaine, Guénolé, Konwoion, Yvi, Gildas, Eloi, Patrick, Colomban, Ronan, Edern et beaucoup d'autres y passent, au sein d'un récit bien charpenté qui est aussi une initiation à l'histoire du pays. L'histoire des différents cultes, les coutumes passées ou persistantes, y trouvent aussi leur compte.

Nombre de photos et gravures illustrent le récit. C'est bien fait, bien présenté, un peu « rétro » certes, mais de lecture agréable.



KERGOMANN
et la bagarre
VELLAD

● « **Irlande** », les latins du Nord (autrement, 85 F, 240 p) : une série d'articles nous font une présentation colorée de ce pays mal connu, archaïque et exportateur de technologies nouvelles. Des Bretons (Markale, H. Jaouen, F. Le Dantec) participent à cette esquisse, un peu confuse, où l'on passe des mégalithes aux châteaux-hôtels, des loisirs touristiques aux sports, au rock irlandais, de l'Eglise à la vie politique du Sud. Ce sont plutôt des instantanés. L'épaisseur, on la trouve dans « la déchirure », évocation du problème du Nord en une cinquantaine de pages, où tranche l'analyse de Sean Mac Bride, très critique pour les Britanniques. Ceux qui souhaiteraient une approche plus structurée, plus pénétrante, se reporteront à « l'Irlande, milieu et histoire » de notre ami J. Guiffan et de J. Verrière (Colin), qui sera réédité sous peu.

depuis que la droite est arrivée au pouvoir et surtout rechercher le soutien général de la part du peuple français.

Propos recueillis
par Yves JARDIN

(1) En 1983, il y avait environ 3.000 militaires et policiers en Nouvelle-Calédonie ; il y en a 6.000 en février 1985.

● « **Journal de ma boutique** » (Gérard Le Gouic). Telen Arvor (28 place Saint-Corentin, Quimper), 85 F.

Notre poète et boutiquier est prolifique. A peine Pascal Rannou en a-t-il fait, dans ces colonnes, l'éloge que nous parvient une série de récits, de notes, d'impressions autobiographiques. « Mes voyages en terre de poésie et d'ailleurs » précise le poète quimpérois. On y retrouve l'enfance parisienne, l'adulte en voyage en Afrique, entrecoupés d'axiomes, de maximes, d'aphorismes du genre :

« Des poèmes tuent l'oiseau qu'ils chantent plus sûrement qu'une fronde ».

Des anecdotes, un peu de voyeurisme parfois...

Ce qui n'exclut nullement l'humour :

« J'écris entre deux clients, autant dire entre deux portes. J'écrirai bientôt entre les mots ».

Des passages plus longs sont presque des pages d'histoire, telle cette vision de l'arrivée des Allemands en Bretagne morbihannaise. L'évocation de cette colonie de vacances « du métro » en Bourgogne est aussi un témoignage terrible sur les comportements collectifs des enfants.

Des personnages traversent le livre : Queffelec, Xavier Grall, Lanza del Vasto, Maurice Fombeure, Le Quintrec, Georges Perros, parfois quelques secondes, parfois longuement.

Conversations, récits, sentences, évocation concise de la guerre d'Algérie. Cela se lit sans ennui et pourtant ça a l'épaisseur de la vie.

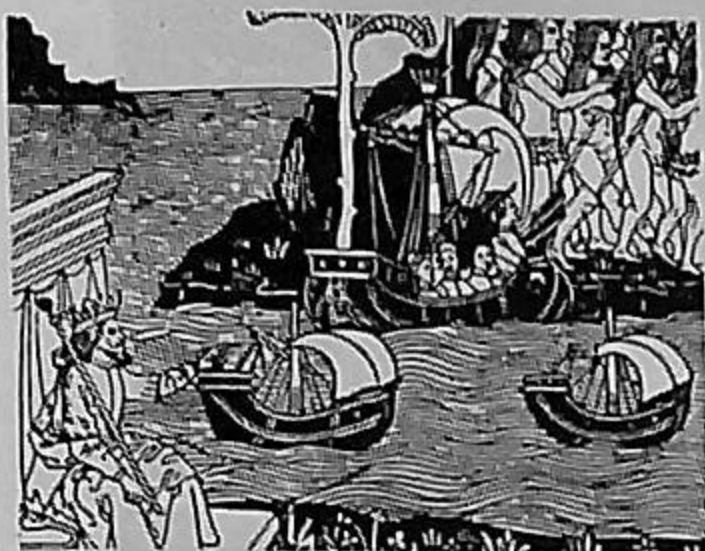
La soule en Bretagne

A Kergohann-Languidic

Serge Moelo et Jean-Pierre Le Bihan viennent de publier, chez Dastum, un beau livre de 96 pages sur la soule, ce vieux « sport » interdit tant il était violent, qui survit en Bretagne morbihannaise près de Languidic, sous le nom de « Veillard ». Le jeu a repris à Kergohann en 1968, huit à dix équipes y participent chaque année, avec un nombre de jours variable. Il s'agit de déposer la balle dans l'âtre d'une maison d'un village « autorisé », c'est-à-dire à plus de 3 km du point de départ.

Témoignages en breton de cette journée mémorable, avec la fête, les stands, la course massive vers la balle de cuir, par-dessus les haies et les clôtures, à travers bois, marais et prairies. Le jeu avait dû cesser d'être pratiqué pendant la dernière guerre.

Belles typographies, différenciées pour le breton et le français, mise en page aérée, beaucoup de pages avec seulement un document photographique. Les amateurs d'images apprécieront, comme les amoureux du breton du pays de Lorient.



Koadengravadur eus ar XVvet kantved

● **L. Kergoat «exercices d'histoire», manuel scolaire en breton.** Il est trop rare que les bretonnants consentent à écrire des livres d'école primaire, là où, pourtant, se joue le bilinguisme, c'est-à-dire la survie du breton. Celui-ci est fait pour les enfants de CM1 et CM2 (9 et 10 ans), conformément aux programmes officiels. (Nevez Harv n° 6, CRDP, 92 rue d'Antrain, Rennes, 35 F).

Chaque chapitre comprend une série de questions posées aux enfants qui ont déjà étudié la question avec leur maître. Cartes, bandes dessinées, images, schémas sont utilisés abondamment.

On parle de la Bretagne mais aussi de Gutenberg, d'Anvers, des caravelles, des grandes découvertes, de la Joconde. Les inspecteurs n'y trouveraient rien à redire ! La Révolution française est aussi présente, mais aussi le camp de Conlie, juste avant Garibaldi et l'unité italienne, l'écrasement de la Pologne (déjà), la Révolution industrielle. Cela s'achève par le Concorde et la télévision après une évocation de l'Emsav.

Le principe est constant : l'auteur pose aux enfants des questions à partir des documents présentés. Il ne répond rien : ce sont les enfants qui le font, si on leur achète le livre et si on leur enseigne autre chose que le pouvoir de Paris et de l'Etat français — chauvins s'abstenir ! Petit livre en breton mais grand événement ! (150 pages). Et l'auteur a réussi, tout en respectant le « Programme Chevènement », à éviter la répétition d'événements lugubres qui risquerait de dégoûter les enfants de l'histoire.

J.J.M.

L'édition en Bretagne

Paru à l'automne 86, l'ouvrage de l'Institut culturel de Bretagne évoque les 4 à 600 titres d'ouvrages qui paraissent chaque année en Bretagne et énumère les éditeurs de livres, de cartes et de plans, de cartes postales, de musique. La diffusion-distribution est également évoquée.

Pour chaque éditeur figurent l'adresse, le téléphone, le type d'ouvrages publiés, les formalités légales à remplir pour une édition. 20 FF, BP 66 A, 35003 Rennes Cedex.

« L'agriculture bretonne et le Tiers-Monde »

Voici un document qui apporte un éclairage original — et dérangeant à bien des titres — sur l'interdépendance économique qui lie le sort des éleveurs bretons à celui des paysans du Tiers-Monde ; une interdépendance dont chacun paie le coût au prix fort sans jamais percevoir les dividendes d'un commerce pourtant lucratif, celui des PSC (Produits de substitution des céréales).

Le CRISLA nous rappelle les circonstances qui ont favorisé, au début des années 70, une politique d'internationalisation de l'agriculture par le biais de nouveaux produits d'alimentation du bétail (tourteaux de soja, manioc, etc.), qui sont venus se substituer à l'alimentation locale traditionnelle. Dès avant, la Bretagne, et avec elle le reste de l'Europe agricole, avaient opté pour cette voie, en ayant recours au marché américain des céréales et du soja. Pour échapper au monopole des Etats-Unis, les tenants de la politique agricole européenne ont cherché au Brésil, en Thaïlande, en Chine, en Indonésie, etc... de nouvelles sources d'approvisionnement. Et le monde agricole, dans son ensemble, a suivi le mouvement, conscient ou non des dangers qui le guettaient.

Aujourd'hui, ceux qui se contentaient hier encore d'être de simples fournisseurs de produits intermédiaires sont devenus de redoutables concurrents pour la Bretagne sur le marché de la viande. Le Brésil se place d'ores et déjà parmi les premiers exportateurs de pou-

lets de chair. Plusieurs pays du Moyen-Orient, marché naguère porteur pour les producteurs bretons, se sont dotés des infrastructures qui leur assurent l'auto-suffisance. De fait, le modèle agricole libéral prôné par l'Europe, et soutenu ici par le syndicalisme agricole lié au pouvoir politique, a pris le pas, dans le Tiers-Monde, sur les modes de production et les circuits de commercialisation traditionnels, aggravant par là-même, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, le déficit alimentaire de ces régions.

Quid de la Bretagne ? La crise avicole des années 82-85 a fini de condamner les structures familiales et l'emploi. Sur le marché au cadran de Loudéac ou de Châteauneuf-du-Faou, le porc, morose, ne s'échange guère au-dessus de 9 F le kilo. Quant aux montagnes de lait et de beurre qui encombrant les congélateurs européens, elles sont une occasion supplémentaire, grâce aux quotas, de faire peser sur les épaules des petits producteurs le poids d'un gâchis, dont on commence seulement de mesurer le prix à payer.

Des solutions ? Il en existe, certes, mais le CRISLA nous rappelle qu'elles passent obligatoirement par «... une agriculture autonome, économe et solidaire ». Et ceux qui se refuseraient à le comprendre peuvent faire leur deuil de l'emploi agricole en Bretagne.

« L'agriculture bretonne et le Tiers-Monde » (10 F + 5 F de port). CRISLA, cité Allende, porte E, 56100 Lorient.

VOLUME 1
LE PATRIMOINE MARITIME
DES CÔTES-DU-NORD
TRADITION ET AVENIR



Un premier cahier de la revue « Tud ar Mor » est consacré au patrimoine maritime du Trégor-Goëlo. Il est édité par le CEAS des Côtes-du-Nord (18 rue Abbé Vallée, 22000 Saint-Brieuc).

Pourquoi préserver les bateaux anciens ? Comment les restaurer ? Les auteurs montrent aussi qu'il y a une culture bretonne maritime spécifique. Guy Prigent présente une expérience d'animation en milieu maritime, avec la « Durznel » construite sur le modèle de son ancêtre de 1849 et qui sert aujourd'hui à apprendre aux jeunes les rudiments de la navigation et de la pêche. L'ouvrage se termine par des poésies, gwerziou, contes et nouvelles de la mer.

La conclusion porte sur les enjeux du présent et de l'avenir pour le Trégor-Goëlo (photos, cartes postales anciennes, dessins) agrémentent la lecture de ce tome 1 qui doit être vendu avec deux autres volumes.

Ar Men n° 7

De la bière artisanale fabriquée depuis deux ans à Morlaix aux goémoniers du Léon, en passant par un peintre-sculpteur du pays nantais et une gwerz du Faouet, la revue s'efforce toujours de couvrir l'espace breton.

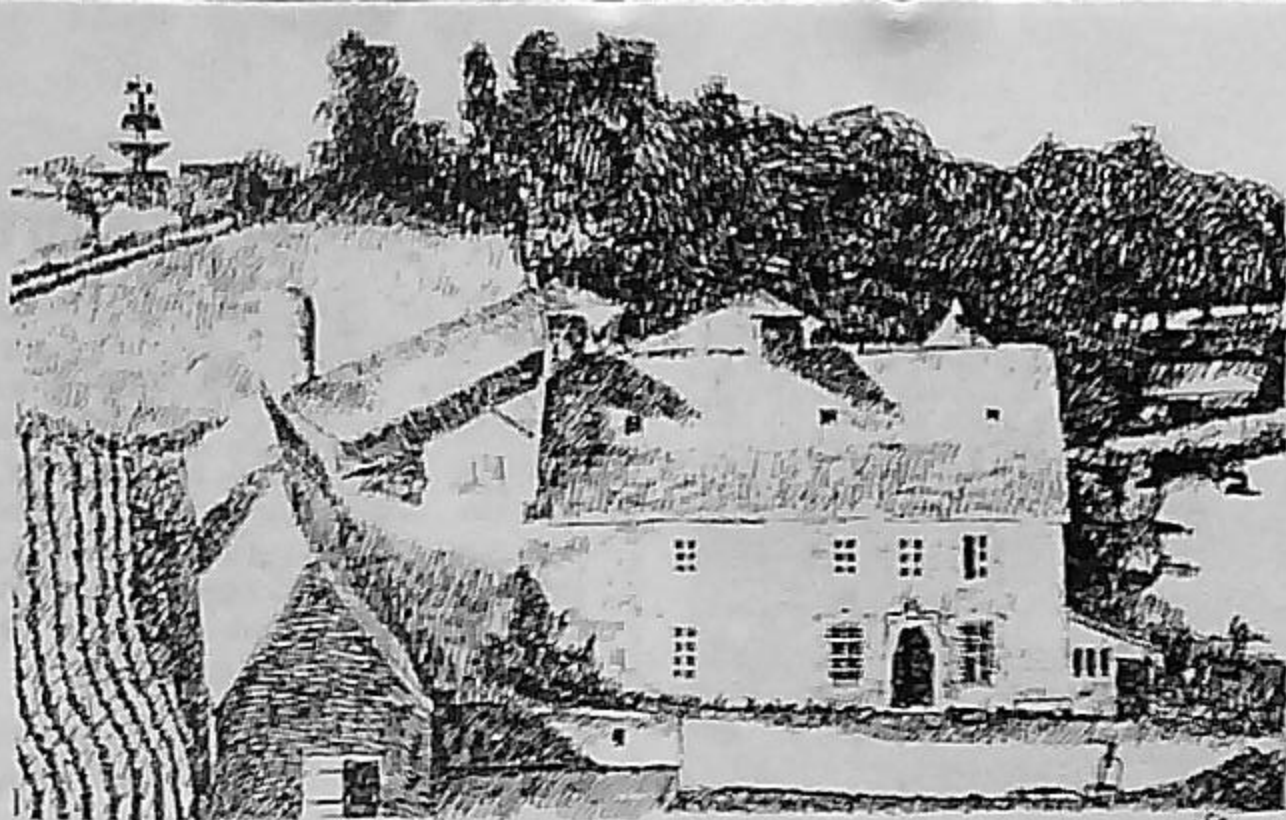
La force de la tradition orale en Bretagne est illustrée par l'étude — datant de 1961 — de Donatien Laurent qui a retrouvé, de cette façon, plus de détails sur un crime de 1732 que les juges de l'époque. Depuis, les ethnologues ont

abondamment mis à profit cette mine d'informations en essayant de retrouver le fait, historiquement attesté, à l'origine des chansons populaires. Travaux poursuivis et étendus par Daniel Giraudon, par exemple (chansons populaires sur feuilles volantes en Basse-Bretagne — Skol Vreizh 1986). C'est par ces mêmes méthodes qu'on a pu montrer le fond authentique de nombre de chants du « Barzaz Breiz ». Le courrier, fait de questions de lecteurs et de réponses d'autres lecteurs, est très intéressant

POBL VREIZH

Glizh-Arc'hant

Romant kazetenn diembann,
gant Fanch Treger



Urgentvet rann : Trouz war ar maez

« Prest eo koan, mamm ?

— Ya, ya, Paol, prest eo. Met petra a c'hoarvez ganit, pres 'zo warnout 'm eus aon ?

— Ya, ret eo din mont da heul a re all da vanifestin goude koan ha da zihunin eilprefed Lanleger e-kreiz an noz. Poënt eo diskouez dezhan eo erru fae ganeomp ha ne c'hell ket an traou padout evelse. Deuet eo priz ar moc'h war draon adarre e marc'had Loudieg, nav lur ha daou santim ar c'hilo, ma n'eo ket ur vezh ! n'eo ket posupl bevan evelse ! Aze emaoamp o labourat war goll.

— Ale 'ta ! just hiziv e rankez mont kuit p' eman an holl familh e Glizh-Arc'hant, Erwan, e wreg hag Annaig, eme ar vamm.

— Chom a rin da zebrin un tamm soup asamblez gante met goude eo ret din mont gant ar re all.

— Ha piw eo ar re-se ?

— Feiz, Herve Denez hag ar strollad labourerien douar yaouank.

— Neuze e vo bec'h. Diwall da dapout un taol fall bennak digant an archerien pe ar C.R.Sed.

— Arabat deoc'h ober gwad fall, mamm, diwall a rin.

— Petra a zo a nevez ganeoc'h eme Erwan, o tegouezhout en ti.

— Feiz, ar memez kaoz ordinal, eme ar Vamm, kaoz ar moc'h.

— A ! ya. Breman ne vez klevet komz nemet eus se : ar moc'h ac'han hag ar moc'h aleshont. War fallaat ez a an traou abaoe ez eus aet ul labourer douar da vinistr. Ha koulskoude hennezh a oa reut ha divergont, me a lâz deoc'h, a raok mont e-barzh ar gouarnamant pa oa e penn sindikad ar venajerien. Hervez e gaoz ne oa nemet ober evel-hen hag evel-hon hag ez afe gwelloc'h an traou diouzhtu. D'e venoz, ar re all ne oant nemet tud diboell. Ha breman eo sac'het e reor war ar c'hleuz ha mat awalc'h ez eus graet dezhan !

— N'eus forzh penaos, eme Herve, an tad, ar ministr-se ne ra ket foutr kaer eus ar saverien loened. Paotr an ed eo heman ha paotr ar venajerien vras, ivez.

— Ya, eveljust, eme Jakez, koulskoude ez eo an darn vrasan eus ar vena-

jerien ha n'eo ket hepken ar re vras o deus lakaet anezhan e-barzh. Aze an hini eman an dalc'h : keit ha mo vo dibabet tud a seurt-se gant ar Vretoned e vo tremenet lost al leue dre o-genou dalc'hmat.

— O ! eme Baol, a-raok gant ar gouarnamant all ne oa ket kalz gwelloc'h, kennebeut.

— Nann, eme Jakez adarre, met d'an nebeutan ne veze ket graet pep tra evit ar re vras. Eveljust ez afe gwelloc'h an traou e Breizh ma c'hellfe ar Vretoned soursial o-unan eus o aferou dezhe ha mont da Vrusel da zifenn o zamm kreun rak eno an hini eman an dalc'h, hiziv an deiz. Keit ha ma kemero ar Vretoned ur vazh valan eus Pariz evit ober o c'hefridiou e chomo o fri gante war ar gloued, sur ha n'eo ket marteze.

— Te, Jakez bihan a zo erru « Breizh atav » un tamm 'm eus aon, eme an tad-kozh Goneri, chomet sioul betek neuze. Met ar wirionez a zo ganit war ar poënt-se. Ar pezh ne blij ket din eo gwelout ar venajerien o trailhan traou evel ma reont a-wechou. Brud fall a vez ganeomp goude ha n'eo ket evelse e vo gwellaet an traou.

— Gwir awalc'h a larez, Tad kozh, eme Baol, met hiziv an deiz n'eo ket posupl kaout un disteran tra hep ober un tamm trouz. Evelse eman an traou. Petra 'ri ? Ale ! breman ez an da larout ken ar wech all deoc'h holl rak ret eo din mont da welout ar re all.

— Diwall da dapout riw ha d'en em c'hloazan ma mab bihan, eme Marianna ar Miliner, ar vamm gozh, trubuilhet un tammig.

— Arabat dit ober gwad fall Mammgozh, n'on ket ur bugel ken !

Ha Paol en hent gant e vignoned. Da gentan e oe livet panellou war vord an hent. Bep seurt enskrivadurioù o tennan da gudennou ar saverien voc'h a oe skrivet warne gant bombezennou bihan a liw du. Goude ez eas ar vandenn betek ti hent-houarn Plouared. Eno e oa dija un toullad menajerien all deuet evelte da herzel tren Pariz o tont deus Brest da vont pelloc'h. Berniet e oa traou a-bep seurt war an hent houarn : rodou kaout-

choug, kasedou koad, boutellou plouz... ha keit ha ma oa darn eus ar venajerien o livan enskrivadurioù war an tren a-sav hanter kant metrad pelloc'h e oa darn all oc'h ober un tantad tan war al linenn. Souezhet da gentan, ar veajourien a ziskennas hini ha hini war ar c'hae da welout petra a oe c'hoarvezet. Ober a rae renerien ar bagad labourerien douar o seizh gwellan evit displegan o c'hudennou. Met ar veajourien a chome peurvuian diseblant pa ne vezent ket kounnaret. Riw ha c'hoant kousket o doa ha ne gavent ket gwall blijus bezan direnket evelse e-kreiz an noz.

A-greiz-holl e tegouezhas paotred Mari Robin. Neuze e nijas komzou divalav, kunujennou ha mallozhiou a-bep seurt hag ivez mein diwar an hent-houarn ken skanv ha plunv e daouarn nerzhus ar venajerien yaouank. Un hanter eur bennak e padas ar c'hrogad. A-benn ar fin, ruz o daoulagad gant maged loskus ar greunadennou daeraouin e tec'has kuit ar vanifesterien war zu Lanleger.

Tremenet e oa hanter noz pell a oa pa zegouezhas ar bagad dirak kael isprefedi Lanleger. Huchal a rejont war an isprefed da c'houlenn digantan dont da zegemer anezhe. Heman ne oe ket bet pell o tiblouzan, imoret fall awalc'h. Larout a reas d'ar venajerien ne oa ket o doareou d'ober doareou seven. « A-du ez on, emezan, d'ho tegemer met hir awalc'h ez eo an deiz evit hen ober ha n'eo ket e-kreiz an noz e vez graet divizou sirus ».

Dipitet ha drouk enne o welout pegen diveizet e oant en o stourm, ar vanifesterien a gemeras neuze hent ar gêr goude bezan c'hwezhet an tan e garzh an isprefedi. A-raok kimiadin diouzh e gamalad e lâras Herve Denez da Baol ar Sidaner : « Arc'hoazh, a-benn dek eur, bez gant da draktor ha da garr war an hent bras e-kichen kroazhent Plouisi. Ezhomme vo kalz a girri evit stouvan an hent !

— Mont a rin, eme Baol », en ur zigerin dorig e oto.

(Da vezan kendalc'het)

IWERZHON : ur gouarnamant bresk dirak kudennou grevus



Da haul an dilennadeg graet d'ar 17.2.87 ez eo aet ar galloud e Republik Iwerzhon gant ar strollad Fianna Fail. Abaoe pevar bloaz e oa renet ar vro gant ar C'hevredad Fine Gael-Labour Party ha war fallaat eo aet stad ar vro. Div gudenn spontus zo da ziskoulman : hini an dilabour ha hini an dle broadel. En ur boblans a 3 1/2 milion n'o deus 250.000 den en oad da labourat micher ebet ; 30.000 den yaouank, desket-mat kalz anezho, zo divroet warlene. 24 miliard £ a zle he deus ar stad, 10 % eus he dispign a ya da baean kampi war an dle-se hag a zo kement ha 125 % eus ar C'Henderc'had Broadel Kriz. An div gudenn-se a rank bout diskoulmet dizale pe e sanko ar vro en dizurzh hag er rouestl.

Goude bezan bet war al laz gant Fine Gael ez eo deut anat d'al Labour Party e oa c'hoari war goll evitan : leviadur FG, an hini krenvan eus an daou strollad, ne zalc'he ket kont a-walc'h eus mad ar vicherourien. Divizet e oa gant re Fine Gael digreskin an dispign-stad a 250 milion £ er bloaz e-pad en 3 pe 4 bloaz da zont, se a vefe 3 % eus an holl zispign. Diwar goust ar servijou kevredigezhel (yec'hed, skoazell d'an dud dilabour) e vije. Nann, a lavaras LP da seurt arc'hantroll. Eus 166 kannad en Dail ne oa mui nemet 68 o harpan gouarnamant G. Fitzgerald. Ret mont da gaout ar bobl !

Peseurt strolladou oa er gevezadeg 'ta? Fianna Fail en deus bet atav wardro an hanter eus ar seziou en Dail. Krouet e voe e 1927 gant De Valera ; a-du gant un Iwerzhon dizalc'h-mat diouzh Bro-Saoz ha gant adsav an iwerz-

honeg. Harpet gant broadelourien, kouerien ha bourc'hizien vihan, kalz a vicherourien ivez. Mirour koulskoude. Renet eo breman gant Ch. Haughey, un den pinvidik gwelet-fall gant ar Saozon.

Fine Gael, hêr d'ar strollad a asantas da rannidigezh Iwerzhon e 1921 zo harpet gant galloudou an arc'hant, ar juled, an dud en o aez. Bodan a ra frankizourien saozgar diseblant a-walc'h ekenver an iwerzhoneg. Abaoe dek vloaz eo bet renet gant G. Fitzgerald. Heman en deus roet e zilez breman.

Al Labour Party zo « sokial-demokratel », n'eo bet marksour biskoazh. Harpet e vez gant skodennou ar sindikadou met un darn vat eus ar vicherourien a reo o mouezh da strolladou all. Morse n'en deus bet muioc'h eget 20 sez en Dail daoust ma ne oa nemetan e-pad pell en tu kleiz (ar strollad komunour ne gont ket). O kemer perzh er gouarnamant en deus gallet kaout un tammig levezon war al lezennerzh.

Ar Workers Party (WP) emdroet diwar Sinn Fein Ofisiel, zo breman ur strollad sokialour gwirion, harpet e karteriou paour Dulenn hag en un nebeut kerioù all met diskred a zo war e fealded d'an doareou lezennel en abeg d'e orin tost d'an Ira-ofisiel.

Ur strollad nevez zo abaoe bloaz : ar Progressive Democrats (PD). Savet e voe gant Des O'Malley goude ma voe bet skarzhet eus FF (ne oa ket a-du gant doareou-ren Haughey). Pevar c'hannad all oa aet a-du gantan. Frankizourien a-du gant digreskin roll ar Stad e steunverezh an armerzh ha gwerzhan da embregadegou prevez ar c'hompagnonezhioù bet savet gwechall gant ar Stad evit diorren an armerzh (taouarc'h, tredan, peskerezh, h.a.). Fianna Fail zo a-enep d'an dra-se, evel strolladou an tu kleiz. Nac'het en deus Haughey resisaat en araok penaos e vefe implijet arc'hant ar Stad. Mennet eo da greskin ar C'henderc'had Broadel Kriz a 2,5 % : gant se e tlefe labour bezan plourvezet da 50.000 den ouzhepenn ha ne ve ket ret gwaskan ken start war an dispignou kevredigezhel.

N'eo ket deut FF a-benn da gaout an trec'h klok koulskoude. Setu aman ar sifrou (stad ar strolladou derc'hent an dilennadeg zo etre klochedou) :

FF 81 (71) LP 12 (14)
FG 51 (68) WP 4 (2)
PD 14 (5) Re all 4 (6)

Tri sez a vanke da FF evit gallout amparan ur gouarnamant hep harp kannaded all. War-bouez ar 4 dizalc'h e oa an holl strolladou krenn a-enep harpan Haughey. Daou eus an dizalc'hidi zo sokialourien anezho met unan, Tony Gregory, hag a voe graet fae war e ginnig sevel un talbenn eus ar gleizourien, a zivizas chom hep votin d'ar poent diwezhan, pa voe bodet an Dail da zilenn an Taoiseach (Kentan Ministr). Unan all a asantas harpan Haughey. Un trede a yeas da Gadoriad an Dail, hag hervez ar reolenn e votas a-du gant ar strollad nemet an gouest da aozan ur gouarnamant. 83 a-du, 82 a-enep, Haughey e-barzh.

Darbet e voe d'ar vro kaout un dilennadeg all ! Bresk e vo ar gouarnamant nevez, met mod pe vod e kreder e pado da vihanan ur bloaz. Pobl ar Republik a c'houlenn e ve talet ouzh ar c'hudennou, ma vez graet en un doare reizh a-walc'h (ret eo lakaat ar re binvidik da baean muioc'h a dailhou) e plego an darn vrasan da ober aberzhiou.

Goulennet e vo perak n'eo ket krenvoc'h an tu kleiz en ur vro ma'z eus enni kement a dud paour pe war vevenn ar baourentez. E-pad 50 vloaz eo chomet ar politikerezh aman e skeud ar Brezel Diabarzh (1921-23) gant eneberezh etre FG saozgar ha FF « Republikan ». An Iliz Katolik krenv he levezon war ar bolitikerien evel Noel Brown (1951) : ne dlee ket ar Stad samman re e garg eus buhez an dud. Ar berc'hentiezh prevez a zo atav tra sakr. Pell eo bet diskuilhet ar sokialourien evel komunourien, o klask ober ur C'huba eus Iwerzhon.

Marteze e vo talet pled breman ouzh kinnig T. Gregory hag e vo emglev ekenver danvez-lezennou 'zo etre ar gleizourien en Dail. Met disfiz a zo dreist-holl etre al Labour Party hag ar Workers Party, o daou o klask harp ar memez rummad.

Alan Heusaff

Gerioù :

Kenderc'had Broadel Kriz : Revenu National Brut.
Arc'hantroll : budget
Dizalc'hidi : indépendants.
Taoiseach distaget evel *Ti chac'h*.

« Bras eo e c'hloar e memoar peb kloareg »



Beware the ides of March !

(Julius Caesar)

Meur a heni, en emsav brezhoneg hag en diavaes anezan, zo bet stonket gant kelou mantrus maro an Aotrou Léon Fleuriot, kelenner war ar c'heltieg e Skol-Veur Roazon hag en Ecole Pratique des Hautes Etudes Paris.

Kelenner war an istor, e oa deut an Aotrou Fleuriot da vezan brudet en askont d'an daou levr dibar en devoa savet war an henvrezhoneg : **Dictionnaire des Gloses en Vieux-Breton** ha **Le Vieux-Breton-Eléments d'une Grammaire**. Labouret en devoa war un niver bras a zornskridou latin kozh bet skrivet war-dro mil bloaz'zo gant menezc'h Breizh en o abatiou meur evel Landevenneg, Redon hag all... Dornskridou

bet impliet ha studiet gant ar venec'h a lakae alies ur ger pe ur frasennig vrezhoneg a-us d'ur ger latin diaes da gompren pe nebeud anavezet, abalamour da zerc'hel sonj dioutan, dres evel ar studier a vremen a skriv troidigezh ur ger bennag war ul levr saosneg ema o lenn. Evel-se ec'h anavezomp gwelloc'h, a-drugarez da labour an Aotrou Fleuriot, milierou ha milierou a c'heriennou henvrezhoneg pe brezhoneg kozh hag a daol sklerijenn war istor hon bro hag hon yezh, zoken beteg an deiz hirie.

Ul levr all, a boues bras ivez, en devoa roet dimp : **Les origines de la Bretagne**. Pa oa istorour ampart ha yezhonour dispar, ne oa den barrekoc'h ewitan da zaskor dimp ha da lakaad ac'hannomp da anavezoud ha da gompren derou istor hon bro. Roet en deus dimp

ase ul levr awenet war un dro gant ar ouiziegezh hag ar garantez. Rag, ma oa en an heni barrekan en Breizh ha marse er bed a-bezh war an danveziou a bleustre warne, e oa ivez un den kar-evro. Ne oa ket e ouiziegezh ur ouiziegezh disec'het evel ma weler re alies er skoliou-meur : ennan oa dimezet ar skiant gant ar garantez, karantez ewid Bro-Vreizh, karantez ewid Pobl Vreizh, karantez ewid Yezh Vreizh.

Ur vro, ur bobl, ur yezh mac'het abaoe re bell'zo. Aeset eo da lod, eveljust, goapaad ha disteraad peb tra hag a denn d'ur sewenadur goapet ha disteraet a-hed ar c'hantvedou. Med hennezh a oa deus gouenn an achantourien, ar re zo gouest da zigoachan ar spilhenn aour a-douesk ar bern teil. Ouzhpenn-se, ar brezhoneg ne oa ket ewitan un danvez-studi nemetken, med ivez ur benweg bew. Ober a rae e holl genteliou en brezhoneg en Roazon. Un dudi oa klewoud anezan o tremen eus an amzer gozh, dre an amzer grenn, betek an amzer vremen. Gantan e veize ar studierien unanded ar brezhoneg adreus ar c'hantvedou, unanded ar Vrezhoned e beb tu da Vor-Breizh. Tanvaet e vese neuse, en e splannan, kaerder.

Ar chadenn vuzhudus

A ere an amzer-vremen

Ouzh pellder

An amzer dremenet.

Ha sur-mat e vije bet laouen o weloud an engroes a dud deredet e Karaes gant an Newez-Amzer, ur bern bugale vrezhoneg en o mesk.

Ober a rae e genteliou en brezhoneg med dre ma oa uhel-tre an danveziou a gelenne, e troe meur a frasenn diaes en galleg ewid ar studierien o dije diaesamant da intent, rag un den hegarad e oa, leun a zoujans ewid e nesan. Pell e oa a-us d'ar rendaelou pe d'an tabutou bihan. Rag ur gwir aotrou e oa, n'eo ket unan kouezet eus lost ar c'harr. En n'en devoa ket ezomm da rein taoliou-skarz d'ar re all ewid bezan da gentan. Re uhel e oa e varregezh.

Petra oa eta sekred ar varregezh-se ? E yaouankis, moarvad. Rag, goude ma oa o tostaad ouzh amzer e retred, e oa chomet yaouank-flamm e spered. Ken tomm ha biskoazh e oa chomet e galon ouzh talvoudegezhioù e yaouankis. Ha pa vese gwelet o komz eus an traou a lakae anezhan da virvin ha da dridal, n'halled miroud a sonjal, evel ma lavare Yann-Ber Pirou, en devoa tizhet, entbew, Tir na n-Og, Douar ar Yaouankis Peurbad. E hunvrou kaer a oa chomet bew. Ra vo awenet gant e skwer hag e oberennou kalz a dud yaouank all hag a adkembro penn an hent da sewenin an hunvrou kaer-se !

Un diouer bras eo ewidomp holl, rag piw a skrivo breman al levriou a oa en-sell da skrivan e-doug e retred, eil levr **Les Origines de la Bretagne**, ha levriou all war ar galianeg ha war ar brezhoneg ? Red e vo gortos bloawezhiou hir a-benn ma vo kavet un den all barreg d'henn ober gant kemet a ouiziegezh hag a feiz. Ya, ur c'holl bras eo ewid ar studiou keltieg hag ewid stourm ar brezhoneg.

Dalc'homp sonj !

Loig KERVOAS

COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. A noter que, conformément aux usages dans la presse, nous ne publions que les lettres qui nous parviennent signées. Nous pouvons toutefois préserver l'anonymat des auteurs lorsqu'ils en manifestent le désir.

Chers amis,

Je vous écris, et ce en français, pour exprimer ma déception suite à la lecture de l'« essai » de M. Pascal Rannou.

Il est très facile de jouer l'intello, de jeter d'un revers de main la création bretonne contemporaine, et de vouloir donner des bons points de « bretonnité », après avoir, non sans prétentions ni raccourcis « logiques », cherché à prouver que le Peuple Breton n'existe pas et que la culture bretonne... et populaire n'existe pas ! (Faut déjà le faire !).

Je trouve que cette façon de se gargariser de la mort de la Bretagne est également bien névrotique. Cela n'a rien à voir avec une juste analyse de la situation et du comportement individuel et collectif des Bretons... analyse dont nous aurions par ailleurs fort besoin ! Ce qui ne veut pas dire que nous soyons dépourvus d'études en la matière. Je ne vais pas énumérer ici tout ce qui a déjà été fait sur le sujet !

De toute façon, j'ai vraiment l'impression que la réflexion piétine lorsque l'on aborde la question mille fois rabachée, à savoir : qu'est-ce que qui est breton et qu'est-ce qui ne l'est pas ? Surtout lorsque l'on cherche à définir l'identité bretonne par exclusions successives... Qui est Breton ? M. Pascal Rannou, au bout de la 31^e page, amorce une réponse : Youenn Gwernig est Breton ! (Ah bon ! On ne le savait pas ?)

Le Peuple Breton est l'« invention » d'une militanza coupée de la masse dit-il en substance dans son « interprétation personnelle » de la réalité ! En 1983, Miss Maryon Mc Donald, anglaise bien connue, publiait également dans son

étude : « L'enseignement du français a été accueilli à bras ouverts par la paysannerie bretonne ». Elle ajoutait également : « Gardons-nous de l'histoire militante ! »... Dans un certain sens, l'article de M. Rannou fera plaisir à certains...

Pour conclure, je voudrais ajouter aussi que la Bretagne n'est pas seulement un héritage, mais aussi un vouloir. Que voulons-nous faire de notre héritage ? Que voulons-nous construire ?

Supposons la Bretagne autonome, et M. Rannou chargé des affaires culturelles. M. Rannou ira-t-il, brassard au bras, juger ce qui est « pur breton » et ce qui ne l'est pas ? Si c'est ça la Bretagne, je vois déjà un grand nombre de mes amis sympathisants, mais qui ne se sentent pas « des purs Bretons », tourner les talons et préférer la France...

L'heure n'est plus à rabacher et rabaucher, mais plutôt à travailler à l'avènement d'une Bretagne moderne, bretonne et majeure. Mais surtout, surtout, n'ayons pas une vision PETITE ET RÉDUCTRICE de l'identité bretonne...

Nous avons beaucoup plus besoin de créateurs, et ce en tout genre, que de « sociologues » du dimanche ! Je croyais que cela était clair pour la rédaction du « Peuple Breton » ?

Cela dit, bravo pour votre dernier éditorial, et merci beaucoup à Aldrig a Naoned pour ces articles très réconfortants sur le Pays Nantais. Il fait bien de nous rappeler que nous ne sommes pas des « ouestiens » et qu'être Bretons, cela veut dire encore quelque chose.

A galon ganeoc'h evit Breizh emren !

E. GRANVILLE

PB SERVICE

Marc Perrone à Paimpol

Marc Perrone (accordéon diatonique) se produira au bar La Falaise, à Paimpol (quai de Kernoa), les 1^{er} et 2 mai prochains. Le concert, qui débutera à 22 h chaque soir, sera suivi d'un bal folk. Entrée 35 F.

Aux mêmes dates, Marc Perrone animera un stage d'accordéon diatonique. Renseignements au 96.20.66.14. Nombre de places limité à 12.

Stages à Ti-Kendalc'h

11 et 12 avril : accordéon Cajun, avec Eric Martin.

18 et 19 avril : reliure, avec Jacques Lelouette. Initiation à l'art celtique, avec J.P. Subié.

20 au 24 avril : (5 jours), vacances de Pâques. Accordéon, avec Yann Dour ; violon, avec Michel Ourhemanov ; saxophone, avec Roland Becker ; bombarde, avec Pierre Crepillon ; danses irlandaises, avec Maire Mac Ogan.

Renseignements et inscriptions : Ti-Kendalc'h, Saint-Vincent-sur-Oust, 56350 Allaire, tél. 99.91.28.55.

Le « printemps breton » de Nevez Amzer à Trégastel

Vendredi 15 mai : Concert « Gwerz ».

Jeudi 28 mai : Baptême du « Sant C'hireg » (le plus grand des nouveaux vieux gréments du Trégor).

Samedi 13 juin : Fest noz du calvaire, avec Kanfarted Rostren, BF 15, Marchand-Quémener.



Sur le devant de la scène

La musique bretonne revient sur le devant de la scène : le jury de l'Académie Charles Cros, qui se penche chaque année sur la production discographique hexagonale, vient de distinguer cinq réalisations bretonnes. Les éditions du Chasse-Marée, dont la qualité de la production n'est plus à démontrer, ont reçu le prix « catégorie patrimoine » pour deux enregistrements consacrés, le premier aux joueurs de vielle, le second aux sonneurs de clarinette (et co-produit avec Das-

CABESTAN : « Il y a dix marins sur mer » (SCM 009, production le Chasse-Marée).

Je vous disais un peu plus haut que la qualité des éditions du Chasse-Marée n'est plus à démontrer. C'est pourtant bien ce que fait la SCOP de Douarnenez, à chacune de ses réalisations, qu'il s'agisse de production « littéraire » (Le Chasse-Marée, Ar Men, Ar Vag, etc...) ou musicale (« Anthologie des chansons de mer », « Chanteurs et Musiciens traditionnels »).

Cabestan est sans doute, à l'heure actuelle, l'un des meilleurs groupes de chants de marins, sinon le meilleur. Et cela se confirme avec « Il y a dix marins sur mer... ». Il s'agit certes du deuxième 33 tours que **Cabestan** publie sous son propre nom, mais il ne faut pas oublier que le groupe a participé à l'enregistrement des cinq volumes de l'Anthologie, ce qui constitue un gage à la fois de sérieux et d'expérience.

Cabestan a basé l'essentiel de son travail sur le collectage des chants de marin traditionnels. C'est pourquoi leur nouvel enregistrement nous apporte son lot de morceaux peu ou pas connus, parmi lesquels on trouve beaucoup d'airs à danser, et que le groupe interprète en français et en breton (surtout).

Et aussi en anglais depuis que John Wrigth, un sujet de sa gracieuse majesté, « fait prisonnier lors de la bataille du Café du Port, le 31 du mois d'août », a rejoint la formation à laquelle il apporte, en prime, sa voix rocailleuse et son violon diabolique !

Tous les morceaux sont bien choisis, et il est donc délicat de signaler tel ou tel titre à votre attention. Une chanson, pourtant, mérite quelques lignes supplémentaires, celle qu'Arnaud Maison-neuve, le leader (!) du groupe a écrite en mémoire à Joseph Oulhen et de ses quatre compagnons, membres de la SNSM, disparus en mer le 7 août 86. « Gwerz an Aber-Ac'h », c'est son titre, nous rappelle à point nommé que la vie de marin est loin d'être une partie de plaisir, pardon, de plaisir.

tum ; il ne faut pas oublier de le signaler).

Annkrist a reçu le grand prix pour deux albums autoproduits et auto-distribués « Ange de nuit » et « Bleu Cobalt ».

Enfin Gwerz a reçu le prix « catégorie musique traditionnelle » pour son 33 tours (également co-produit par Dastum) dont la sortie avait été qualifiée d'événement, il y a quelques mois, dans le Peuple Breton. A juste titre !

Un bon point, enfin pour le feuillet intérieur qui nous donne tous les textes et leur traduction, ainsi que les indications sur leur origine.



FUBU, « La Tambouille du Mogambo » (JJS 36 001).

Même si son nom peut signifier « Moucherons » en langue bretonne, même si une bonne partie de son répertoire est inspiré du fonds traditionnel breton, même si l'un des musiciens se souvient « d'une arrière grand-mère qui lui a donné quelques millièmes de « pur sang breton », **Fubu** n'est pas un groupe breton. Il s'agit d'un groupe à l'origine indéterminée, basé dans la région parisienne. Cela, bien entendu, n'enlève rien, ni à son mérite, ni à la qualité de son nouvel enregistrement, curieusement intitulé « La Tambouille du Mogambo », du nom d'une des plages du disque, composée par Jean-Luc Guéneau, la vielleux du groupe, « un samedi matin, alors que le soleil se levait sur la tour d'en face ». Ce disque est la deuxième réalisation de **Fubu** qui avait déjà autoproduit une cassette, « Musique traditionnelle du Centre de la France et Compositions nouvelles » (FU 01).

Fubu puise aussi son inspiration au « Centre de la France », une notion géographique qui reste à préciser... Cela donne « Les filles de mon pays », une marche du Morvan ou « Le Sceau du Raix » et « Boulevard Garibaldi », deux bourrées pleines de vigueur. Une mention enfin pour « Yopla » (le poids de la pub !), un réel au goût bulgare légèrement matiné d'irlandais.

Tous ces honneurs (!), inattendus, sont pourtant amplement mérités. Il est seulement regrettable que la production musicale bretonne, fort riche malgré « le reflux de la vague folk » (un cliché !) doive attendre la consécration d'un jury parisien, pour que la grande presse — je veux parler des grands quotidiens régionaux, parce que les autres... — daigne s'y intéresser un peu sérieusement.

Au total, un disque bien léché, très agréable à écouter, produit par un groupe prometteur, dont on reparlera certainement.

ALAN STIVELL, « Delirium » (production Keltia III, distribution WEA, WE 171).

N'en déplaise aux grincheux qui ont jalonné sa carrière de commentaires désobligeants et de propos acerbes — dernier exemple en date, le compte rendu dans « Ouest-France » de son récent passage à Nantes — Alan Stivell reste le meilleur des musiciens bretons, le plus créatif aussi, capable de sans cesse se renouveler. Il est celui, qu'on le veuille ou non, qui a sorti la musique bretonne du gettho « binouiserie » dans lequel elle a été longtemps (et à tort) enfermée.

Dès lors, pourquoi ces incessants procès, si sa démarche permet d'intéresser à la musique bretonne des personnes qui n'y seraient jamais venues sans lui ? La question mérite au moins d'être posée et si la plume vous démange pour engager le débat dans le Peuple Breton, n'hésitez pas... !

Aujourd'hui, Alan Stivell, même s'il excelle lors des nombreux concerts de harpe solo qu'il donne ici et là, en Bretagne et ailleurs, se trouve de toute évidence dans une phase « explosive ».

En témoigne la sortie de son dernier disque, un 45 tours qui reprend deux morceaux de « Harpes du Nouvel Age » sur lesquels il a mis des paroles (en breton) et qu'il a arrangés pour formation électrique.

Cela donne « Délirium », un morceau sulfureux dans lequel Alan raconte ses difficultés avec les autorités ecclésiastiques du Finistère (1). Cela donne aussi « Waraok Brest-Armorique » (« En avant Brest-Armorique »), dont le titre est suffisamment explicite... Un disque explosif qui nous laisse espérer, pour bientôt un 33 tours de la même veine. Waraok Alan !

Pierre MORVAN

(1) Difficultés aplanies : Alan se produira, cet été, dans la cathédrale de Quimper.

PURE RACE...

